



Le Pôle ressources ville et développement social, centre de ressources Politique de la ville de l'ouest francilien, est un facilitateur au service des acteur.rice.s du développement des quartiers et des territoires. L'association exerce une mission de qualification, d'information et de mise en réseau auprès des professionnel.le.s, acteur.rice.s de la société civile (tels les conseils citoyens) et élu.e.s de l'ouest francilien dans les domaines du développement social et territorial.

Directeur de publication : **Guillaume Dejardin**

Chargé.e.s de publication : **Franck Doucet, Caroline Dumand, Benoit Romero, Noémie Siéfert**

Chargée d'édition : **Caroline Dumand**

AVANT-PROPOS

A l'image de l'année passée, cet avant-propos aurait pu être l'occasion de souligner le caractère singulier de 2021 du fait d'une crise sanitaire s'étirant dans la durée et de l'adaptation permanente pour faire ressource malgré les contraintes. Mais cette 23^{ème} année d'activité est surtout marquée par l'effectivité de la couverture ouest francilienne.

Cette affirmation s'appuie sur les multiples réalisations présentées dans le présent rapport d'activité. A titre d'exemple, le Pôle ressources accompagne le déploiement du programme des cités éducatives dans les 3 départements qu'il couvre, avec des approches tantôt départementales, tantôt très locales, afin de faciliter les travaux menés au sein de ces nouveaux territoires éducatifs. La formation conçue par l'équipe du Pôle ressources « méthodes d'intelligence collective et participatives » a également été mise en place dans le Val d'Oise à Eaubonne, dans les Hauts-de-Seine à Villeneuve-la-Garenne et dans les Yvelines aux Mureaux. La part des acteur.rice.s de nos deux nouveaux départements (78, 92) est également en hausse tout comme les actions qui y sont menées, spécifiquement avec, pour l'illustrer l'animation du réseau des PRE des Hauts-de-Seine en partenariat avec les services de la Préfecture (une démarche similaire devrait prendre forme dans les Yvelines en 2022) ou encore l'appui à la structuration du projet de cité de l'emploi porté conjointement par Chanteloup-les-Vignes et Vernouillet, en lien avec les deux villes et les services de l'Etat. Le Val d'Oise, territoire historique du Pôle ressources, n'est évidemment pas en reste, notamment sur les questions de jeunesse ou de santé, avec l'animation de réseaux dédiés. Enfin il est à noter les adhésions des communes de Gennevilliers et de Villeneuve-la-Garenne tandis que des démarches similaires sont initiées dans d'autres collectivités pour 2022 (Antony, Chanteloup-les-Vignes, Vernouillet...).

Le présent rapport vous permettra de prendre la mesure de l'activité déployée en 2021, une activité qui a réuni 1 565 acteur.trice.s différent.e.s autour de thématiques nombreuses (puisque 40 actions différentes ont été réalisées), avec en fil rouge « donner du sens à l'action publique » alors que les contrats de ville entrent dans leur phase d'évaluation. A noter, les travaux portés sur le sujet de la transition socio-écologique, en particulier les mobilités et l'alimentation, l'engagement du Pôle sur les questions de santé et l'initiative engagée sur le patrimoine des quartiers populaires ainsi que la mémoire des habitant.e.s.

Enfin, il est important de remercier dans cet avant-propos les collectivités qui facilitent l'action du Pôle ressources par la mise à disposition gracieuse de leurs locaux pour les rencontres ainsi que les professionnel.le.s des territoires, les expert.e.s et chercheur.eur.e.s qui interviennent régulièrement à nos côtés, bénévolement. La richesse de l'activité déployée tient pour beaucoup à ces soutiens.

Bonne lecture et découverte de l'ensemble de l'activité 2021 du Pôle ressources !

" L'activité 2021, c'est aussi une action menée à l'échelle régionale avec le réseau des CRPV franciliens, composé du Pôle ressources (78, 92, 95), du Pôle ressources de la ville de Paris (75), de Profession Banlieue (93) et de Ressources Urbaines (77, 91, 94). Les coopérations et réalisations ont été nombreuses, avec des publications (lettres régionales thématiques, podcast, capitalisation sur les coopérations éducatives), des rencontres (CUSP, santé) dont le 1^{er} séminaire régional de la Politique de la ville avec la Préfecture de région, qui a réuni plus de 850 participant.e.s., un séminaire des CRPV pour renforcer les équipes et les gouvernances. Cette activité foisonnante témoigne de la qualité de ce partenariat à l'échelle régionale mais également de l'intérêt d'une animation de la Politique de la ville à cette échelle. "

SOMMAIRE

LA STRUCTURE EN 2021

Notre association	p. 6
Une approche transverse	p. 8
Notre inscription au sein du réseau national des CRPV	p. 8

2021 EN RESUME

Informier	p. 10
Qualifier et mettre en réseau	p. 16

2021 EN THEMES ET EN ACTIONS

Politique de la ville : rendre effectives la coconstruction et les coopérations	p. 22
Promouvoir l'égalité et la justice sociale	p. 34
Soutenir un développement économique et territorial endogène	p. 44
Porter l'expression des quartiers populaires	p. 50



LA STRUCTURE EN 2021

Le Pôle ressources ville et développement social, un facilitateur au service des acteur.rice.s du développement des quartiers et des territoires.



Notre association

Le Pôle ressources ville et développement social est l'un des 19 centres de ressources Politique de la ville qui composent le réseau national des CRPV. Association loi 1901 créée en 1998, elle exerce une triple mission de qualification, d'information et de mise en réseau auprès des professionnel.le.s, acteur.rice.s de la société civile (tels les conseils citoyens) et élu.e.s du Val d'Oise et, depuis 2019, des Hauts-de-Seine et des Yvelines, dans les domaines du développement social et territorial. L'association inscrit son approche dans les enjeux de cohésion sociale et de réduction des inégalités sociales et territoriales.

Notre équipe

- ▶ Guillaume Dejardin, Directeur,
- ▶ Solène Huberson, Chargée de mission, participation des habitants et intelligence collective,
- ▶ Caroline Dumand, Chargée de mission information, et de l'égalité femmes/hommes
- ▶ Annie Medjidi, Secrétaire-assistante,
- ▶ Noémie Siéfert, Chargée de mission coopération territoriale et innovation sociale.
- ▶ Franck Doucet, Chargé de mission développement territorial
- ▶ Benoît Romero, Chargé de mission jeunesse et éducation

L'équipe a connu des changements durant l'année, avec le départ de Solène Huberson en mars, remplacée par Franck Doucet le même mois.

Nos adhérent.e.s

L'adhésion est l'une des formes de soutien que compte le Pôle ressources afin de mener à bien l'ensemble de ses activités et garantir le développement de ses missions. Parmi nos adhérent.e.s : des collectivités territoriales, des agences publiques, des organismes et bailleurs sociaux, des associations, des professionnel.le.s et expert.e.s de la Politique de la ville et du développement local urbain, mais aussi des membres de la société civile.

Associations

Association ACI, Sarcelles ; APPC, Sarcelles ; Centre de Services aux Associations ; École et Famille, Cergy ; Fédération des Centres Sociaux du Val d'Oise ; Fédération des MJC du Val d'Oise ; Les Francas, Val d'Oise ; Ifac, Franconville ; Imaj, Bouffémont ; Initiative 95, Cergy ; La Sauvegarde 95 ; Mission locale vallée de Montmorency ; *Territoire zéro chômeur BAM.

Individuels

Sylvie Collinet ;
*Christine Erard ;
Gilles Jeanmougin ;
Daniela Pennini ;
Emmanuel Potier ,
Bernard Rivy.

Collectivités territoriales

Villes : Argenteuil ; Arnouville ; Bezons ; Bouffémont ; Cergy ; Deuil-la-Barre ; Éragny-sur-Oise ; Ermont ; Fosses ; *Gennevilliers ; Garges-lès-Gonesse ; Gonesse ; Goussainville ; Louvres ; Montmagny ; Montigny-lès-Cormeilles ; Osny ; Persan ; Pontoise ; *Sannois ; Sarcelles ; Soisy-sous-Montmorency ; Taverny ; Vauréal ; *Villeneuve-la-Garenne ; Villiers-le-Bel.

Communautés d'Agglomérations :

Cergy-Pontoise ; Roissy Pays de France.

Nos administrateur.rice.s

L'association est administrée par un Conseil d'administration composé au maximum de quinze membres, ayant voie délibérative, dont des membres de droit et des membres adhérents.

Personnes morales

- ▶ Ville de Taverny, représentée par François Clément, Adjoint au Maire délégué aux quartiers, démocratie de proximité et Politique de la ville,
- ▶ Ville de Villiers-le-Bel, représentée par Mariam Cissé, Adjointe au Maire déléguée à la Politique de la ville,
- ▶ Ville de Goussainville, représentée par Somaia Laroui, Directrice Générale Adjointe,
- ▶ APPC, représentée par Najet Khezzane, Présidente,
- ▶ Centre de services aux associations, représenté par Bilal Gherghout, Directeur,
- ▶ Fédération des Centres sociaux du Val d'Oise, représentée par Nabil Kouidi, Président,
- ▶ Imaj 95, représentée par Bruno Dumas, Directeur,
- ▶ Initiative 95, représentée par Cyril Baraban, Directeur,
- ▶ Ville de Villeneuve-la-Garenne, représentée par Nayla Romdhani, Directrice du pôle cohésion sociale et développement territorial.

A titre individuel

- ▶ Sylvie Collinet, Retraitée du secteur du DSU (collectivité locale),
- ▶ Daniela Pennini, Architecte - Urbaniste,
- ▶ Krystyna Famery, Retraitée du secteur de la prévention spécialisée,
- ▶ Gilles Jeanmougin, Administrateur du CPCV (association d'éducation populaire),
- ▶ Emmanuel Potier, Directeur Général Adjoint - direction des services à la population (collectivité locale),

Membres de droit

- ▶ Caisse des Dépôts et Consignations (membre de droit), représentée par Catherine Boillot, Responsable du renouvellement urbain et de l'Habitat.

Nos financeurs

- ▶ Préfecture de la région Île-de-France,
- ▶ Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRFFE), Île-de-France,
- ▶ Agence Régionale de Santé (ARS) d'Île-de-France,
- ▶ Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPD-R),
- ▶ Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep),
- ▶ Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDTES) du Val d'Oise,
- ▶ Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Val d'Oise,
- ▶ Préfecture du Val d'Oise,
- ▶ Préfecture des Yvelines.

Et des partenariats effectifs

En 2021, le Pôle ressources est adhérent au **réseau isee**. Animé par l'Observatoire Régional de Santé (ORS), département de l'Institut Paris Région, il vise à créer une culture commune en santé environnementale en s'appuyant sur la richesse des acteur.rice.s francilien.ne.s et sur leur force de mobilisation. Par ailleurs, le Pôle ressources est toujours partenaire associé de la **FONDA** - plateforme nationale d'intelligence collective du monde associatif et Administrateur de la **Fabrique territoire santé** - centre de ressources national dédié aux politiques de santé sur les territoires.

Notre bureau

Emmanuel Potier, Président
Daniela Pennini, Trésorière
Gilles Jeanmougin, Trésorier-Adjoint,
Sylvie Colinet, Secrétaire,
Najet Khezzane.

Une approche transverse

A travers son action, le Pôle ressources travaille à la mise en œuvre de politiques publiques complexes et transversales qui demandent la mobilisation d'acteur.rice.s multiples (élu.e.s, institutions, collectivités, habitant.e.s, associations) et dont les champs et les niveaux d'intervention, ainsi que les modalités de travail, se distinguent par leur diversité. L'approche portée s'inscrit dès lors dans une démarche plurithématique dans ses enjeux (participation des habitant.e.s, coopérations éducatives, insertion des jeunes, alimentation et territoires...) cherchant à réunir différent.e.s acteur.rice.s.

2021 : entre approche transverse, observation territoriale et soutien aux réseaux d'actrices et acteurs

L'activité déployée pour porter cette approche transverse s'appuie conjointement sur des logiques de production et de diffusion d'informations, ainsi que sur la mise en place d'espaces de travail thématiques. Ceux-ci prennent la forme d'ateliers, de cycles de qualification ou de formations, de journées thématiques, ou encore se traduisent par l'animation de réseaux de professionnel.le.s.

Par ailleurs, le Pôle ressources vient en appui aux démarches portées par les acteur.rice.s des territoires (collectivités, État, associations...) dans un positionnement de « faire avec ». Enfin, la crise sanitaire a amené l'association à jouer un rôle plus important encore en matière d'observation territoriale (besoins des territoires, initiatives déployées) et la mise en réseau des acteur.rice.s, en réajustement permanent.

Notre inscription au sein du réseau national des Centres de Ressources Politique de la Ville

Constitués en réseau national, les CRPV, soutenus par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, mutualisent leurs compétences pour élaborer des outils, dégager des analyses et des propositions communes à partir de leurs connaissances des réalités de terrain. Ce travail de réseau est valorisé via un portail national (voir page 15).

En 2021, cette dynamique de réseau s'est traduite par :

- l'organisation d'un nouveau temps fort à destination de l'ensemble des équipes des CRPV, les 21 et 22 octobre, en présentiel à Paris. Animées par Acolades et Niska, ces journées ont été l'occasion de renforcer le réseau, après une édition 2020 qui s'est tenue en visioconférence.



Au-delà des échanges sur les sujets clés de la Politique de la ville et de l'activité des CRPV durant la crise sanitaire, cette rencontre a été l'occasion, via un forum ouvert, de partager sur de nombreux sujets, tout en renforçant la structuration du réseau, avec un travail collaboratif, entre divergences et convergences, pour acter de sa mission et de sa vision.



Le travail en réseau des CRPV s'illustre également par le biais de groupes de travail thématiques - GUSP, égalité femmes/hommes ou encore santé ou éducation... Les équipes se réunissent pour des temps de travail, en visioconférence la plupart du temps. Ces temps communs peuvent déboucher, notamment, sur des publications intercentres.

Une illustration avec le Groupe de travail « Questions Urbaines » du réseau national des CRPV (voir page 28).

Enfin, le travail en réseau des CRPV s'incarne également par le groupe de travail des " info-doc ", qui se réunit régulièrement en distanciel, et parfois en présentiel, pour alimenter les réflexions sur les diverses missions d'information inhérents aux CRPV. Ces temps de travail mutualisés se sont poursuivis en 2021, pour aborder la veille mutualisée, les outils de veille partagés et coopératifs - mise à disposition de ressources et d'actualités (panorama de presse Politique de la ville, club de veille...) (voir page 15).



INFORMER

Le Pôle ressources poursuit une mission d'information à l'attention des acteur.rice.s de la Politique de la ville et du développement social, qui se matérialise par le biais de différents outils et ressources : diffusion d'une lettre d'information mensuelle ; capitalisation et diffusion de savoirs et d'expériences dans les territoires, notamment via des fiches expériences ; publications, capitalisations issues d'actions menées par le Pôle ressources ; service « info-doc ».

Le service info doc

Ce service gratuit vise à répondre aux besoins d'information spécifiques qui émanent des acteur.rice.s de la Politique de la ville et du développement social. Le service info-doc correspond, le plus souvent, à un travail de recueil et de synthèse d'informations, de repérage d'expériences, de personnes et de lieux-ressources.

Les réponses apportées peuvent consister en :

- la recherche de documents ressources,
- l'élaboration d'outils : dossiers thématiques, bibliographies...
- l'orientation vers les services ou les personnes, professionnel.le.s et acteur.rice.s ressources pertinent.e.s sur le territoire, ou encore le repérage d'intervenant.e.s (sociologues, expert.e.s, etc.) sur un thème donné,
- la diffusion d'offres d'emplois ou aide à la recherche d'emploi.

Quelques illustrations des demandes

En 2021, **123 demandes** ont été enregistrées.

 **123 demandes d'information**

Cela représente une hausse de près de 30 % par rapport à 2020 (96 demandes enregistrées). Après une année 2020 marquée par les confinements, cette hausse peut s'expliquer en partie par la reprise d'activités des actrices et acteurs dans les territoires.

En 2021, un certain nombre de demandes ont eu un lien avec les cités éducatives. Une collectivité souhaitait des informations sur la structuration, la gouvernance de celles-ci, ainsi que sur l'articulation avec les autres dispositifs ; une autre était en recherche de l'état de l'existant en termes de portage et de financements. Certaines demandes ciblaient des recherches d'expériences inspirantes, sur des thématiques variées : en lien avec des actions écocitoyennes, pour permettre à des jeunes en insertion sociale et professionnelle de s'investir ; sur la méthodologie afin de mettre en place un magasin éphémère, ou encore une sollicitation était en lien avec une recherche d'études portant sur le dispositif de l'abattement de la TFPB, et d'actions sur les thématiques



de la transition écologique, de la fracture numérique et de la lutte contre les nuisibles portées dans ce cadre.

Des demandes concernaient la recherche d'intervenant.e.s (cabinets, sociologues...) pour accompagner un projet en lien avec la prévention de la délinquance ; appuyer la mise en place d'amicales de locataires. Enfin, beaucoup de sollicitations ont concernées une mise en lien avec des acteur.rice.s du territoire (coordinateur.rice.s PRE, chef.fe.s de projets Politique de la ville de l'ouest francilien...).

14,8% de demandes proviennent de territoires hors ouest francilien

Les demandes en chiffres

Quelques faits saillants sur l'origine géographique

L'origine géographique des demandes provient pour une grande part du territoire valdoisien, (plus de 55 % sur la totalité des sollicitations, avec une part assez équilibrée entre Roissy Pays de France (14,8 %), Val Parisis (13,5 %) et la CACP (10,8 %). Quelques demandes viennent de territoires comme la Communauté de Communes du Hauts Val d'Oise (2,7 %), ou Saint-Germain Boucles de Seine (1,3 %). Néanmoins, les sollicitations en provenance des Hauts-de-Seine et des Yvelines augmentent, avec en cumulé - entre collectivités, institutions, associations - (18,8 %) pour les Hauts-de-Seine et (8,1 %) pour les Yvelines. Ces chiffres tendent à indiquer que les acteur.rice.s de ces deux territoires identifient mieux l'association et la "ressource" qu'elle peut apporter.

18,8 % de demandes pour le 92

Des enseignements sur le profil des demandeurs...

Les collectivités territoriales demeurent encore, en 2021, majoritaires dans leurs sollicitations, représentant 59,6 % des demandes (avec une part pour les villes de 43,2 % et de 16,4 % pour les EPCI). Les demandes d'institutions représentent 14,8%, avec près de 7 % émanant des Hauts-de-Seine, soit près de la moitié. Les sollicitations d'autres profils d'acteur.rice.s demeurent sensiblement identiques, avec une part importante de sollicitations d'associations.

... Et sur les thématiques

Les demandes sont regroupées autour de **9 grandes thématiques**, harmonisées sur le même modèle que le site internet de l'association. A savoir : **la promotion de l'égalité** (accès aux droits ou laïcité) ; **le développement économique et l'emploi** (insertion, ESS) ; **le développement urbain** (habitat ou environnement) ; **le développement social** (éducation, parentalité, culture) ; **l'ingénierie territoriale** (Politique de la ville, intelligence collective, évaluation) ; **la participation citoyenne** (vie associative ou conseils citoyens) ; **la sécurité et la prévention** ; **la jeunesse** ; **la santé**.

En 2021, le **développement social concentre, comme en 2020, la majorité des demandes (à près de 25 % contre 21 % en 2020)**. L'ingénierie territoriale représente 20 % des sollicitations (12 % en 2020). Beaucoup de celles-ci sont en lien avec l'évaluation. Les thèmes du développement urbain représentent près de 10 % de demandes, et près de 11 % sont en lien avec la promotion de l'égalité,

6,7 % Santé
7 % Participation
6,7 % Jeunesse

avec des demandes concernant la laïcité ou la promotion de l'égalité femmes/ hommes - recherche de supports, d'outils ou de sociologues sur la thématique - pour animer un séminaire.

Le centre de documentation

Il regroupe des documents - ouvrages, outils, DVD... -, sur les thématiques du développement territorial, de la Politique de la ville, des ressources en lien avec le territoire, disponibles en prêt ou en consultation sur place. Le service info-doc peut, parmi les réponses apportées à une demande d'information, proposer le prêt d'ouvrages, la mise à disposition d'articles repérés dans des magazines, revues, auxquels l'association est abonnée - Journal de l'Action Sociale, Alternatives économiques, Gazette des communes, Urbanisme ...

En 2021, 19 nouveaux ouvrages ont rejoint les rayons du centre documentaire, sur des thèmes variés : " Jeunes de quartier. Le pouvoir des mots. Un abécédaire participatif " ; " L'accompagnement en santé mentale " ou encore " Les grands ensembles, patrimoines en devenir. "

► Les outils d'information et de communication du Pôle ressources

Résonances, la lettre d'information

Résonances est la lettre d'information du Pôle ressources. Chaque mois, elle présente l'activité de l'association, (en page 1) ; traite de l'actualité de la Politique de la ville et du développement social et territorial au niveau national et local (en page 2) ; valorise par une fiche expérience une initiative portée dans les territoires de l'ouest francilien (en page 3) et repère des ressources, telles des sites web, émissions radio, ouvrages... (en page 4). **Résonances s'adresse à près de 4000 professionnels de la Politique de la ville et du développement social.**



11 numéros de Résonances ont été publiés en 2021.

Les fiches expériences 2021 et un recueil compilant l'année

Le Pôle ressources consacre chaque mois la 3ème page de Résonances à la valorisation d'une expérience locale en lien avec la Politique de la ville, le développement social et territorial. Sous forme d'articles, ces fiches expériences restituent les échanges issus d'entretiens menés auprès de porteurs de projet. Elles rendent compte d'une démarche inscrite dans le temps : genèse, partenariats engagés, forces et/ou difficultés ayant pu être rencontrées, perspectives. Les articles s'attachent à varier les thèmes et les porteurs de projets - collectivités territoriales, associations, institutions, bailleurs sociaux ... -, ainsi que les territoires d'action, tout en donnant à voir la diversité et la richesse des initiatives, ainsi que le dynamisme à l'œuvre et la capacité à innover face aux défis rencontrés.

En 2021, 11 fiches expériences ont ainsi été réalisées : La totalité d'entre elles est à retrouver au sein de ce recueil 2021, en libre accès sur le site internet :

- Une démarche expérimentale de réouverture d'un espace inoccupé avec et pour les habitants, Ville de Gennevilliers, **janvier** ;
- Une démarche partenariale pour coproduire la sécurité publique dans les quartiers, Institution, Garges-lès-Gonesse-Sarcelles, **février** ;
- [Re] mobilisation : un programme pour aider les jeunes à reprendre confiance en soi, Association Entracte, Mantes-la-Jolie, **mars** ;
- La cellule de veille éducative, un appui pour repérer les jeunes en rupture, Ville de Villiers-le-Bel, **avril** ;
- Accompagner les femmes atteintes de cancers dans la reconstruction de leur féminité, Structure de l'économie sociale et solidaire Mandalia, Val d'Oise, **mai** ;
- Le jardin Gorki, une terre fertile pour l'agriculture urbaine et populaire, Régie de quartiers, Nanterre, **juin** ;
- Une alliance éducative pour favoriser la réussite de collégiens en REP+, ville de Gennevilliers, **juillet/août** ;
- Un programme destiné à sensibiliser les jeunes aux enjeux liés à l'orientation, Essec, Val d'Oise/Yvelines, **septembre** ;
- Un dispositif itinérant pour soutenir les femmes isolées et précarisées, Institut des Hauts-de-Seine, Hauts-de-Seine/Yvelines, **octobre** ;
- La maison des projets de Bagneux : lieu de participation pour le quartier nord, Ville de Bagneux, **novembre** ;
- Des « Kolocations à Projets Solidaires » pour favoriser l'engagement étudiant, Association Afev, Hauts-de-Seine/Val d'Oise, **décembre**.

Le site internet

Le site est un outil de communication et d'information, une « vitrine » des activités et des publications émises par le Pôle ressources. Les personnes visitant le site doivent identifier rapidement le rôle et les actions portées par l'association.

La refonte du site, en 2018, a permis de simplifier les entrées de celui-ci pour une navigation plus fluide et intuitive.

En 2021, **42867 pages ont été consultées** - les rubriques les plus vues étant les actions proposées par l'association, suivies par les publications.

Il est intéressant de noter que près de 13 % de personnes ayant visité le site en 2021 sont de nouveaux utilisateurs ou utilisatrices.



► Les publications et capitalisations

Le Pôle ressources réalise et publie des documents liés aux travaux menés au cours de l'année, en lien avec les thématiques abordées. Il peut s'agir d'outils, de synthèses, d'études locales, de fiches thématiques, ou encore de podcasts ... dont l'ensemble se trouve en libre accès sur le site internet de l'association.

[Actes] Inégalités et transition écologique : des enjeux aux initiatives locales

Le Pôle ressources a initié un cycle de réflexion et de qualification à partir du second semestre 2020, pour d'une part, mettre en lumière les enjeux liés aux inégalités socioenvironnementales et d'autre part, valoriser des initiatives inspirantes sur les territoires des Hauts-de-Seine, du Val d'Oise et des Yvelines, et plus largement en Île-de-France. Cette publication rend compte de la première journée de ce cycle, consacrée aux inégalités et à la transition écologique, qui s'est tenue le 8 octobre 2020 à Gennevilliers, et a réuni près de 70 personnes.



[Actes] Mesurer l'impact des coopérations éducatives

Les 3 centres de ressources Politique de la ville associatifs d'Île-de-France, en partenariat avec La Fonda, ont proposé 1 journée en présentiel et 3 visioconférences, distinctes et complémentaires, pour creuser la notion d'impact collectif et son évaluation. Ces rencontres ont été l'occasion de poser les éléments structurants des démarches d'évaluation, de s'approprier des méthodes et outils et de mobiliser son territoire autour des coopérations et de l'évaluation d'impact.



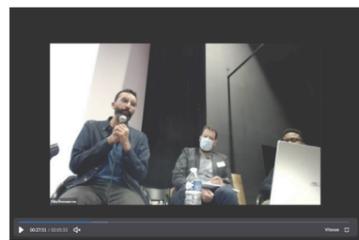
[Fiche repère] Un réseau d'actrices et d'acteurs au service de l'insertion des jeunes

Cet outil s'adresse aux acteur.rixe.s de l'insertion sociale, professionnelle et citoyenne des jeunes. Il est nourri des échanges qui ont jalonné 4 ateliers, animés par le Pôle ressources, la Fédération des Centres Sociaux du Val d'Oise et le Centre Information Jeunesse du Val d'Oise, entre 2020 et 2021. Les réflexions soulevées ont mis en évidence les questions à se poser, points de vigilance et d'attention pour garantir des coopérations efficaces entre acteur.rixe.s, au bénéfice des jeunes (projets, « aller vers », solutions renouvelées...).



[Podcast] Rivalités entre quartiers

Le Pôle ressources a proposé, dans la continuité de précédentes démarches sur la tranquillité publique et la jeunesse des quartiers populaires, une rencontre pour mieux cerner la question des rivalités entre bandes, avec Marwan Mohammed, sociologue, chargé de recherche au CNRS et spécialiste des jeunes urbaines.



[Podcast] Premier séminaire régional de la Politique de la ville en Île-de-France

Ce séminaire a été coorganisé par les centres de ressources Politique de la ville franciliens, en partenariat avec la mission Ville de la préfecture d'Île-de-France. Cette rencontre visait notamment à tirer des enseignements de la crise sanitaire dans les quartiers prioritaires, de valoriser les initiatives menées dans les territoires et de partager les priorités en matière d'action publique.

[Actes] Rencontre « Journées franciliennes de la GUSP, 2ème édition »

Le réseau francilien des CRPV [Pôle ressources de Paris, Pôle ressources ville et développement social, Profession Banlieue & Ressources Urbaines], en coopération avec la Ville de Montigny-lès-Cormeilles, et les EPT Plaine Commune et Est Ensemble, ont organisé la 2ème rencontre régionale de la GUSP, en décembre 2020. Les actes de cette rencontre, destinés à en partager les enseignements, et à restituer les contributions des professionnel-le-s lors des ateliers thématiques qui ont succédé aux présentations, sont disponibles ainsi que les présentations des différents intervenant.e.s et les vidéos réalisées dans ce cadre.



[Note Rapide] La transition, un levier de développement pour les quartiers populaires

La note rapide « La transition, un levier de développement pour les quartiers populaires », coécrite par l'Institut Paris Région et le Pôle ressources, vise à donner un aperçu des inégalités sociales d'exposition aux pollutions environnementales, mais aussi des ressources locales et initiatives de transition socio-écologique présentes dans nombreux quartiers de la Politique de la ville. En croisant l'expertise des auteurs, cette publication propose d'envisager de façon plus large et plus positive la composante environnementale de la Politique de la ville, à l'approche de la période de renouvellement des contrats de ville.



[Actes] : Mobilités durables : dans " Les dossiers du Pôle ressources ", une collection de publications renouvelées !

Réalisée par le Pôle ressources, cette publication restitue, de façon synthétique, les travaux universitaires (ex : Gallez, Dusong), les initiatives locales (ex : Carton Plein, La Sauvegarde, TICE, Ville d'Argenteuil), ainsi que les ateliers prospectifs, (co-animé avec le cabinet Chronos, spécialiste de l'innovation territoriale, sociale et urbaine), qui se sont tenus lors du séminaire « Mobilités durables : des enjeux socioécologiques aux perspectives locales ». Les intervenant.e.s y abordent l'ensemble des enjeux sociaux, économiques et environnementaux des territoires populaires et de leurs populations précaires. Cette publication a permis, entre autres, un rapprochement avec le Club des villes et territoires cyclables et marchables qui s'implique dans la promotion des mobilités actives dans les quartiers prioritaires, notamment à travers des expérimentations locales prévues pour 2022.



Les outils coopératifs du réseau des CRPV

Le panorama de presse dédié à la Politique de la ville du Réseau National des CRPV

Le réseau national des Centres de Ressources Politique de la Ville réalise depuis 2013 un panorama de presse quotidien en ligne dédié à la Politique de la ville, via l'outil collaboratif, "Scoop-it". Les chargé.e.s d'information du réseau national relayent à tour de rôle des actualités de portée nationale de la presse écrite, audio et vidéo (synthèses, analyses de journalistes, chercheur.e.s, témoignages d'acteur.ice.s...) pour comprendre les débats qui traversent ce champ des politiques publiques.

www.scoop.it/actu-politiquedelaville

590 articles de presse postés en 2021.

La plateforme du réseau national des Centres de Ressources Politique de la Ville

Le réseau s'est doté en 2017 d'un site portail, alimenté par les différents CRPV. S'inscrivant dans le prolongement de la réalisation du cadre de référence des CRPV, il répond ainsi aux enjeux de lisibilité et visibilité des centres de ressources Politique de la ville et permet de rendre compte des dynamiques de coopération existantes et à venir. Au fil des pages et rubriques sont présentées les singularités des CRPV et leurs traits communs, les productions individuelles et collectives.

www.reseau-crpv.fr

Le club de veille

Chaque Centre de Ressources Politique de la Ville réalise une veille afin d'alimenter sa réflexion interne, nourrir les actions menées et informer ses acteur.ice.s. Le « Club de veille », constitué en 2011, est parti du principe que, plus de personnes veillent, moins le temps consacré par chacun à veiller est important. La démarche proposée vise donc à permettre d'optimiser le temps dans le repérage de l'information afin de mieux l'investir dans le traitement. Au-delà, elle permet une ouverture à d'autres informations (autres sujets, autres sources). Ce travail génère une stimulation inter-centres par le renouvellement des pratiques et la concrétisation de la coopération. Il est alimenté selon une répartition des sources actée collégialement.

La base de données documentaires sur la cohésion sociale et territoriale : COSOTER

Cosoter est un réseau de professionnel.le.s et une base en ligne de ressources, sur les champs de la cohésion sociale et territoriale, créée en 2009. Les Centres de Ressources Politique de la Ville du réseau national qui en sont membres l'alimentent quotidiennement. Par le biais de cet outil commun, les CRPV participants donnent à voir la richesse des ressources qu'ils produisent et/ou acquièrent (disponibles en téléchargement ou en prêt). Il rassemble 27 000 notices et compte quelques 30 000 utilisateurs.

39 517 visites en 2021

2021 est marquée par une hausse relativement conséquente des consultations par rapport à l'année précédente : 72584 pages vues contre 33428 en 2020.

Les documents les plus consultés sur Cosoter sont des productions des CRPV. Elles concernent les conséquences de la crise sanitaires pour les quartiers : 3 publications des CRPV franciliens (près de 2 000 vues au total) ; les coopérations éducatives (585 vues) ; les conseils citoyens, à travers une contribution du réseau national des CRPV (340 vues).

Le groupe de travail Cosoter s'est réuni en 2021 à 5 reprises, en visioconférence, du fait de la stagnation de la situation sanitaire. Il a ainsi pu faire avancer plusieurs chantiers :

- Le projet de newsletter de Cosoter, dans le cadre d'une démarche collaborative - avec la société PMB Services qui édite l'outil de gestion documentaire libre PMB -, utilisé pour Cosoter. Ce travail est toujours en cours et devrait aboutir d'ici fin 2022.
- La migration de l'espace de travail collaboratif dédié à Cosoter (google site en juillet 2021).
- L'ensemble des points techniques nécessaires à l'actualisation de la base.

<http://cosoter-ressources.info>

QUALIFIER & METTRE EN RÉSEAU



Le Pôle ressources poursuit une mission de mise en réseau et de qualification des acteur.rice.s œuvrant au développement des quartiers, qui se matérialise par la mise en place d'espaces de travail prenant des formes adaptées aux sujets abordés : cycles de qualification, appuis aux territoires, ateliers, journées thématiques... Cette mission s'adresse tout autant aux acteur.rice.s spécifiques de la Politique de la ville qu'à leurs partenaires, avec pour enjeu un renforcement mutuel à partir du croisement des regards.

Les espaces de travail en chiffres

Une activité en croissance

Analyser l'activité et la fréquentation des actions mises en œuvre par le Pôle ressources reste complexe, tant les formes d'interventions sont diverses et les champs thématiques investis nombreux, avec des variations d'une année sur l'autre. En effet, chaque année, le schéma d'actions se construit avec l'ensemble des partenaires de l'association à savoir les services de l'État (ANCT, préfecture de région, préfectures de départements, ensemble des services déconcentrés, agences), des institutions comme la CAF du Val d'Oise, les collectivités adhérentes et non-adhérentes, les acteurs associatifs, ... Il s'agit de concevoir une activité en phase avec les priorités de chacune, en mesure de les croiser mais également une activité susceptible d'interpeler, comme les travaux menés sur les questions de vieillissement dans les quartiers prioritaires.

In fine, en 2021, le Pôle ressources a déployé **40 actions différentes, soit 172 demi-journées ou soirées (+ 43)**, qui ont réunies 1 565 acteur.rice.s différent.e.s pour 2 706 participations cumulées. Chaque demi-journée réunissant par ailleurs de 5 à 300 personnes.

Une grande diversité des modalités d'intervention et des sujets abordés

10 thématiques différentes ont été abordées en 2021. Cette répartition reste complexe à établir car l'essence même du Pôle ressources réside dans la capacité à croiser les approches autour d'un même sujet. Ainsi, la transition écologique dans les quartiers populaires a pu être abordée sous l'angle de la santé et de l'alimentation d'une part et, sous l'angle de la mobilité et de l'aménagement d'autre part.

Poids des thématiques investies (demi-journées)

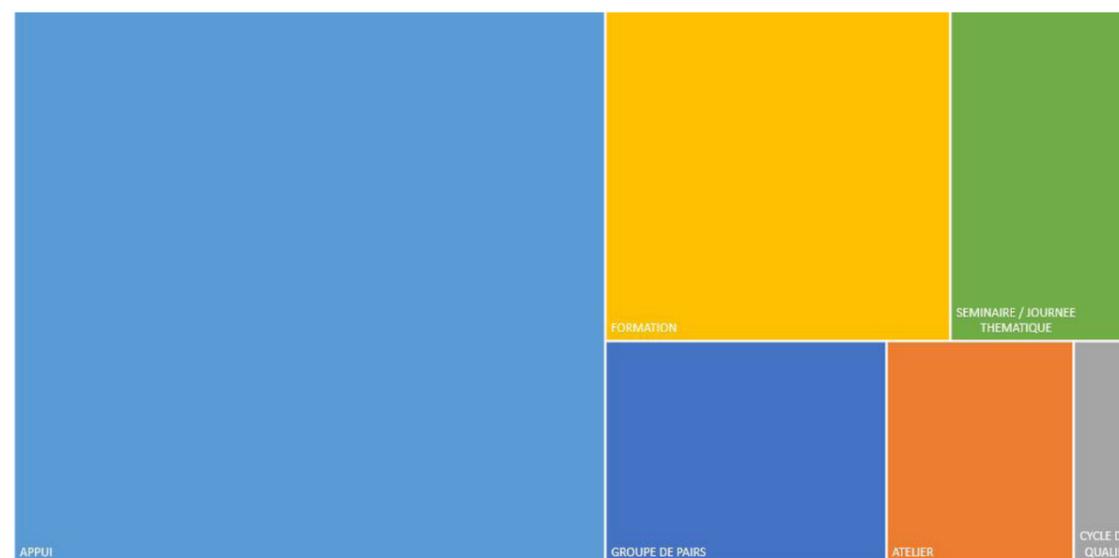


De surcroît, ces actions ont également permis de traiter des enjeux économiques relatifs aux sujets abordés au prisme de l'économie sociale et solidaire (ESS).

Il est important de noter l'importance de deux thématiques. La santé tout d'abord, et ce depuis plusieurs années, investie à travers des actions de qualification et de mise en réseau, des publications mais aussi à travers l'accompagnement de la coopérative d'acteurs de santé nutrition sur l'est du Val d'Oise (43 demi-journées). Le sujet de l'éducation occupe une place également centrale, notamment dans les quartiers prioritaires. Depuis sa création, le Pôle ressources l'investit sous l'angle de la parentalité, de la citoyenneté mais aussi de la réussite éducative (2005). Depuis maintenant 2 années, le déploiement des cités éducatives, et, plus largement, des coopérations éducatives occupe une place centrale, avec à présent 19 territoires labellisés (début 2022).

L'ensemble des thématiques est abordé à travers des formes d'intervention diverses. Ainsi, le Pôle ressources met en place des séminaires ou journées, ouverts largement, permettant de croiser regards de la recherche, expertises professionnelles et expériences. Les formations et cycles de qualification, sur au moins 3 demi-journées, permettent de creuser un sujet sous différents angles, tandis que des groupes de pair.e.s professionnels et ateliers sont l'occasion de partager les pratiques professionnelles à partir d'une entrée métier (coordinateur.rice.s et référent.e.s de parcours des PRE) ou thématique (intelligence collective et participation, insertion sociale, professionnelle et citoyenne des jeunes). Enfin, le Pôle ressources, en tant qu'acteur facilitateur de la Politique de la ville, accompagne les projets en proximité sous la forme d'appuis, permettant interconnaissance, échanges, débats et qualifications, chemin faisant (recherche action, formation action).

Poids des formes d'intervention (demi-journées)



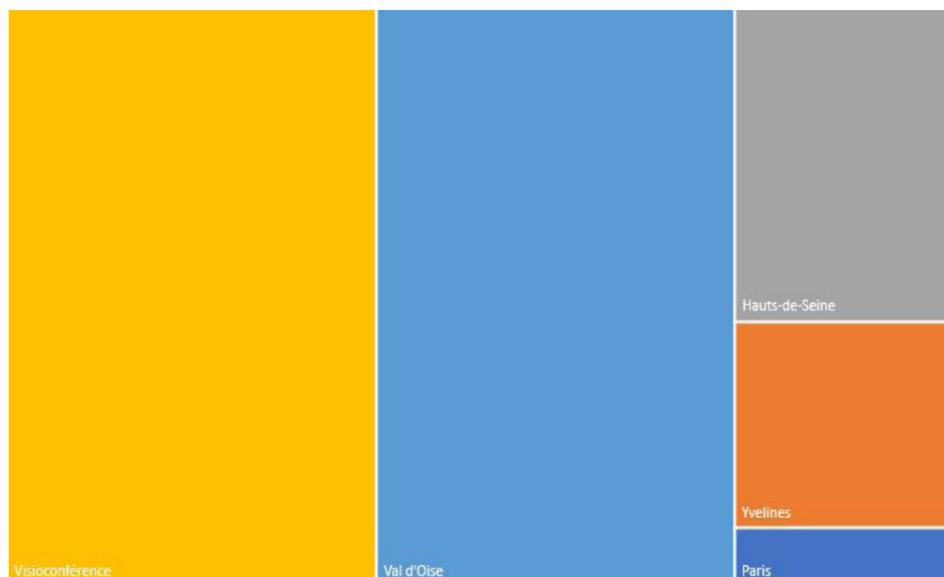
Une pleine couverture de l'ouest francilien

Depuis 2019, le Pôle ressources est le centre de ressources Politique de la ville sur l'ouest francilien (Yvelines, Hauts-de-Seine et Val d'Oise) après 20 ans d'exercice dans le seul département du Val d'Oise. Ce déploiement a mobilisé un temps important, afin de présenter le projet de la structure, comprendre les besoins et enjeux en matière de « fonction ressource » pour aujourd'hui être en mesure d'agir sur un territoire riche de sa diversité et de ses dynamiques. En 2020, l'utilisation de la visioconférence, - contrainte, du fait de la crise sanitaire -, a permis de poser différents jalons.

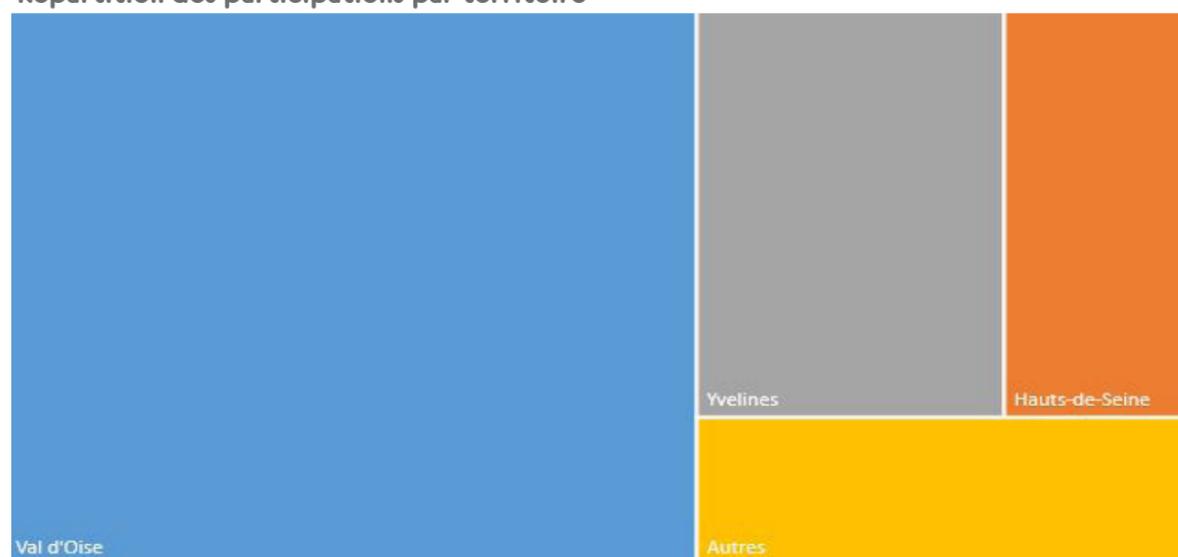
En cette année 2021, l'action s'est à la fois tenue à distance, pour des raisons sanitaires et pratiques, et en présentiel, avec une augmentation significative des rencontres menées dans les Hauts-de-Seine (Châtenay-Malabry, Gennevilliers, Nanterre, Villeneuve-la-Garenne) et dans les Yvelines (Chanteloup-les-Vignes, Les Mureaux, Mantes-la-Jolie, Vernouillet).

Au-delà des territoires où les actions se sont tenues, plusieurs d'entre elles ayant dû se dérouler en visioconférence, il est important de noter la part des acteur.rice.s des Yvelines et des Hauts-de-Seine qui, en 2021, progresse de 10 points par rapport à l'année passée (**31% des participations contre 21% en 2020**).

Répartition des rencontres



Répartition des participations par territoire



Faire réseau à l'échelle francilienne

L'activité du Pôle ressources, c'est aussi une action menée à l'échelle de toute l'Île-de-France, en lien avec les 3 autres CRPV franciliens, la Préfecture de région et l'ARS Île-de-France.

Au-delà des publications présentées précédemment, cela s'est traduit par :

- 1 séminaire régional consacré à la Politique de la ville de 2 demi-journées (près de 850 participations) ;
- la 3^{ème} journée régionale consacrée à la Gestion urbaine et sociale de proximité (120 participations) ;
- 2 journées pour soutenir la prise de fonction des coordinateur.rice.s des contrats locaux de santé (95 participations cumulées) ;



Département	Habitant.e.s en QPV	% de population en QPV	Nombre de QPV	Nombre de villes
78	106 985	7,4 %	22	19
92	103 138	6,4 %	21	9
95	207 771	16,7 %	41	26
Ouest francilien	417 894	9,7 %	84	54 (pour 11 EPCI)

Un public en évolution avec une place significative de l'Éducation nationale

La typologie des participant.e.s aux rencontres et démarches portées par ou avec le Pôle ressources évolue régulièrement, en lien avec les sujets abordés, les dispositifs s'expérimentant et les partenariats développés.

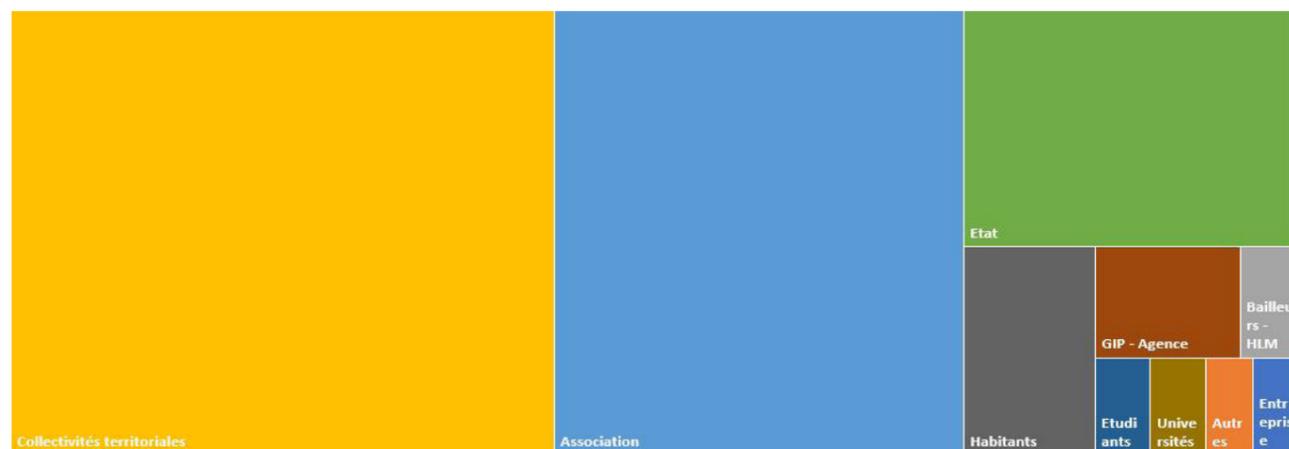
Les acteur.rice.s des collectivités territoriales constituent toujours la majorité des participant.e.s avec 42% mais 12 points de moins que l'année passée, tandis que les associations gagnent 12 points.

Cette évolution, de 2020 à 2021, est principalement liée aux effets de la crise sanitaire. En 2020, il a en effet été plus difficile de toucher le monde associatif, moins disponible et moins en capacité à participer aux rencontres alors très majoritairement organisées en « visio ». Les agent.e.s de l'État progressent également, avec 15% du public accueilli, soit un gain de 6 points, qui s'explique par le nombre important de rencontres en lien avec le programme des cités éducatives.

Ces temps ont en effet permis de toucher de nombreux acteur.rice.s de l'Éducation nationale (Principales et principaux, proviseurs, inspecteur.rice.s de l'Éducation nationale (IEN), Coordinateur.rice.s des réseaux d'éducation prioritaires, directions des écoles...). Il.le.s représentent 67% des agent.e.s de l'État ayant participé aux actions menées en 2022.

Enfin, et à noter, la présence d'habitant.e.s (66 participant.e.s) en lien avec la démarche menée avec la ville d'Éragny-sur-Oise et le conseil citoyen local et surtout la coopérative d'acteurs nutrition, avec un projet centré sur la coconstruction avec les habitant.e.s.

Typologie des participant.e.s



Accompagner les réflexions locales

Les actions menées par le Pôle ressources ne s'arrêtent pas aux rencontres menées à l'initiative de l'association ou en partenariat avec l'ensemble des acteur.rice.s des territoires. Elle se traduit également par l'accompagnement de réflexions inscrites dans le temps afin de faciliter l'émergence des projets.

Ainsi l'équipe du Pôle ressources a, par exemple, contribué :

- aux travaux menés par la troïka de la cité éducative de Nanterre afin de formaliser son projet et son programme d'action.
- Elle a par ailleurs participé à la démarche du Conseil départemental des Hauts-de-Seine concernant l'amélioration de l'outil d'évaluation et de reporting adossé aux financements des associations intervenant au sein des quartiers.
- Ou encore, elle s'est attachée à structurer avec les services de la Préfecture des Yvelines et de la DSDEN des Yvelines le référentiel d'évaluation départemental des cités éducatives.

Toutes ces actions ne sont pas " comptabilisées " en tant que telles, mais font partie des modalités d'intervention de l'association.



POLITIQUE DE LA VILLE : RENDRE EFFECTIVES LA COCONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS



Dans son article 1er, la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, - dite loi Lamy -, inscrit la co-construction avec les habitant.e.s, acteur.rice.s du monde associatif, économique, du droit commun... comme un principe central de la Politique de la ville. Répondre à des situations complexes, des fragilités cumulatives parfois durablement ancrées, implique en effet la mobilisation d'acteur.rice.s, y compris les habitant.e.s, dont les réalités institutionnelles, les pratiques et les modalités d'intervention sont parfois très éloignées. Favoriser les convergences et les coopérations est de facto un enjeu central pour la Politique de la ville de surcroît avec la crise sanitaire, qui complexifie les échanges tout en amplifiant les difficultés.

Accompagner les dynamiques à l'œuvre au sein des conseils citoyens

Depuis 2015, le Pôle ressources accompagne la mise en place des conseils citoyens et leur pérennisation. D'abord venu en soutien des professionnel.le.s pour l'installation de ces instances, l'accompagnement du Pôle ressources s'est poursuivi depuis par la mise en place de cycles de coformation destinés aussi bien aux conseils citoyens qu'à leurs référent.e.s professionnel.le.s (délégué.e.s du préfet, équipes Politique de la ville). Ces cycles de coformation visaient à renforcer le pouvoir d'agir de ces collectifs et leur participation à la mise en œuvre des contrats de ville en abordant les différentes thématiques qui leur sont liées. A présent, il s'agit de soutenir la démarche locale, en fonction des besoins exprimés.

Appui-accompagnement : élaboration et animation d'une rencontre citoyenne avec le conseil citoyen d'Éragny-sur-Oise

2 octobre
1 demi-journée
40 participations

Le Pôle ressources a accompagné pendant six mois le conseil citoyen d'Éragny-sur-Oise dans l'élaboration d'une rencontre citoyenne, au sein de la maison de quartier des Dix Arpents, pour les habitant.e.s du quartier prioritaire. Cet événement, conçu en partenariat avec la ville d'Éragny-sur-Oise, la Sauvegarde du Val d'Oise, les associations la Ruche, Solidarités sans couleurs, et Amal, a été l'opportunité de donner la parole aux habitant.e.s, tout en continuant à faire connaître le rôle du conseil citoyen, à travers la mise en lumière de ses différentes actions.

Des animations autour de la vie du quartier ont été proposées tout au long de l'après-midi, avec notamment du théâtre forum (par la compagnie Uvol), un forum ouvert (animé par le Pôle ressources), un espace de restauration et de convivialité, et un stand dédié en extérieur pour les jeunes (animé par l'association la Ruche).

En résonance avec ce qui a pu être soulevé lors des différentes scénettes du théâtre forum, les habitant.e.s ont été invité.e.s lors du forum ouvert, à partager leur point de vue (points à améliorer, à conserver, solutions...) sur leur quartier au sein de deux îlots : "nous voulons un quartier où les habitant.e.s sont entendu.e.s" et "nous voulons un quartier propre et convivial".



Perspectives 2022

- Organisation d'un cycle de rencontres sur la participation citoyenne et les quartiers populaires : première rencontre : comment mieux articuler dynamiques institutionnelles et dynamiques citoyennes ?, webinaire, 15 mars.

POLITIQUE DE LA VILLE : RENDRE EFFECTIVES LA COCONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS

► Transmettre des méthodes participatives et de dynamisation de groupe

La Politique de la ville s'appuie historiquement sur des dynamiques partenariales et participatives. Avec la création des conseils citoyens et la mise en place des contrats de ville intercommunaux, de nouvelles coopérations ont vu le jour, réinterrogeant les postures et pratiques professionnelles. Le Pôle Ressources a engagé un cycle de qualification fin 2017, qui s'est poursuivi et renforcé en 2018, 2019, 2020 et 2021, au travers de formations et ateliers permettant d'expérimenter et de mettre en pratique des dynamiques participatives pour animer des groupes de travail et faciliter les coopérations et la coconstruction.

Cycle de qualification dédié aux méthodes d'animations participatives de groupe de travail

8 temps de formation « Animation participative d'un groupe de travail »

Ceux-ci sont adressés aux professionnel.le.s amené.e.s à animer des dynamiques de travail partenariales. Ces formations permettent de découvrir, d'expérimenter et de s'approprier une posture et des techniques d'animation de réunions, pour stimuler un groupe et produire plus efficacement en mobilisant l'ensemble des participant.e.s. Elles se sont tenues à Eaubonne (95), aux Mureaux (78) et à Villeneuve-la-Garenne (92)

8 Formations :
 4 Sessions initiales : 1er février et 8 septembre, Eaubonne
 13 octobre, Mureaux et 14 octobre à Villeneuve-la-Garenne
 4 Sessions d'approfondissement :
 10 février et 10 septembre à Eaubonne ; 23 novembre aux Mureaux et 25 novembre à Villeneuve-la-Garenne
 21 participations cumulées
 3 Ateliers : 22 janvier et 15 et 16 novembre
 102 participations cumulées

Ateliers pour favoriser la coopération inter-acteur.ice.s

La coopération constitue la forme de réponse aux problématiques complexes (sociales, environnementales, économiques...) qui traversent les territoires. Plus que jamais, croiser les intelligences, savoirs, compétences, ressources de chacun.e (expert.e.s ou profanes) est nécessaire. Toutefois, initier et entretenir des dynamiques collectives est loin d'être une évidence. Le Pôle ressources a donc proposé de nouveaux formats d'ateliers.

2 ateliers de codéveloppement

Adressés aux professionnel.le.s soucieux.se.s d'améliorer et de renforcer leur pratique professionnelle. Cette méthode d'apprentissage par les pair.e.s vise à apprendre les un.e.s des autres grâce à des temps de réflexion individuels et collectifs. A l'aide d'un exercice structuré de consultation, les professionnel.le.s ont la possibilité de partir de problématiques vécues actuellement et de bénéficier de l'apport de l'intelligence collective du groupe pour tenter d'y trouver des réponses.

1 atelier découverte sur la Communication Non Violente (CNV)

Le Pôle ressources a également initié un atelier dédié à la Communication Non Violente, dans l'objectif de partager quelques éléments pouvant faciliter les relations professionnelles et la posture en tant que facilitateur.ice de dynamiques collectives. Ce temps a été notamment l'occasion de découvrir cette approche en expérimentant, à travers des exercices concrets, les différentes étapes du processus de la Communication Non Violente.

Se conformer en équipe à la résilience organisationnelle et territoriale

mars à octobre
 8 demi-journées
 20 participations en cumulé

Afin d'enrichir les réflexions en matière de coopération territoriale, l'équipe salariée du Pôle ressources a participé à une démarche expérimentale lancée par la SCOP Accolades en mars 2021, sur le processus de résilience organisationnelle et/ou territoriale. Inscrite dans une logique de « formation-action », cette démarche a permis l'alternance entre des temps d'apprentissage et d'expérimentation.

Les temps d'apprentissage ont permis à l'association de pouvoir se réunir à plusieurs reprises au sein d'un groupe pilote, composé de représentant.e.s de CAF, de fédérations régionales de centres sociaux et d'autres centres ressources Politique de la ville (ORIV, CRPV Grand Est).

Les temps d'expérimentation en interne ont donné l'opportunité à l'équipe salariée du Pôle ressources de vivre et d'éprouver des exercices partagés par Accolades, de comprendre et mettre en mouvement les 3 capacités principales et les concepts liés à la résilience organisationnelle et de s'interroger sur la capacité de résilience dont le Pôle ressources a fait preuve (collectivement, mais aussi à l'échelle individuelle) au cours de la période de la crise sanitaire.



Perspectives 2022

- Poursuite du déploiement de la formation « intelligence collective »,
- Poursuite d'ateliers en lien avec la coopération et l'intelligence collective (ateliers sur la créativité, théâtre-forum sur la coopération...).

Participation à des formations ou des réunions locales, régionales, nationales

- Participation aux rencontres européennes de la participation citoyenne à Amiens, septembre,
- Participation à une formation « Introduction à la communication non violente », mars.

POLITIQUE DE LA VILLE : RENDRE EFFECTIVES LA COCONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS

Renforcer les démarches de gestion urbaine et sociale de proximité

Reconnue dès la fin des années 1990 comme partie intégrante de la Politique de la ville par le CIV (Comité interministériel des Villes), la gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP) désigne l'ensemble des démarches de coordination et d'intervention partenariale ayant pour objectif, d'une part, de résoudre les problématiques quotidiennes de fonctionnement urbain, et d'autre part, d'améliorer la qualité du cadre de vie et des conditions des habitant.e.s des quartiers de la Politique de la ville, en priorité. Contribuant à l'amélioration des modalités de fonctionnement urbain d'un espace, le plus souvent un quartier d'habitat social, la gestion urbaine et sociale de proximité traite de la gestion des espaces publics et privés (collectifs), des équipements/infrastructures publics, des services urbains de proximité, de la médiation et la tranquillité... Ainsi, la gestion urbaine et sociale de proximité prend en charge les enjeux d'habitat et de cadre de vie, en incluant celles et ceux qui vivent le territoire. Elle opère de façon transversale avec les organismes qui ont la responsabilité de la gestion des espaces collectifs : bailleurs sociaux, collectivités territoriales (ex : Ville, EPCI, Département) et services de l'état, etc.

Depuis la précédente réforme de la Politique de la ville (2014), via la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine dite « Loi Lamy », les contrats de ville s'articulent avec les conventions d'abattement de la TFPB (Taxe Foncière pour les Propriétés Bâties), permettant notamment de soutenir financièrement les actions visant à l'amélioration du cadre de vie dans les quartiers prioritaires, à l'exemple des actions de développement social urbain.

Les actions dites de développement social urbain, elles, ne désignent qu'une facette des activités de gestion urbaine et sociale de proximité, pouvant également être gérées par des associations ou bailleurs sociaux, tandis que la GUSP tient le plus souvent sa légitimité d'agents publics exerçant à l'échelle communale ou intercommunale qui sont en capacité de mobiliser rapidement en interne l'ensemble des services et directions (ex : parcs et jardins, voiries et stationnement, sécurité et tranquillité publique, aménagement et urbanisme...).

Dans la continuité des travaux de l'année 2020, le Pôle ressources s'engage à renforcer les démarches de gestion urbaine et sociale de proximité dans les quartiers de la Politique de la ville, mais aussi l'ensemble des démarches d'amélioration du cadre de vie dans les quartiers populaires de logements sociaux comme privés.



Publication : Actes de la rencontre " Journées franciliennes de la GUSP ", 2ème édition

Le réseau francilien des CRPV [Pôle ressources de Paris, Pôle ressources ville et développement social, Profession Banlieue & Ressources Urbaines], en coopération avec la Ville de Montigny-lès-Cormeilles, Plaine Commune et Est Ensemble, ont organisé la 2e rencontre régionale de la GUSP, en décembre 2020. Le thème « Cadre de vie et comportements : comprendre, évaluer et agir » a été mis à l'honneur selon différentes approches (ex : apports issus de la psychologie sociale, d'études de terrain ou encore de la présentation de méthodologies spécifiques).

Ainsi, les actes de cette rencontre, destinés à en partager les enseignements, et à restituer les contributions des professionnel.le.s lors des ateliers thématiques qui ont succédé aux présentations, sont rendus disponibles.

Cette documentation comporte, entre autres, une présentation sur l'objectivisation de la propreté (Hervé Guillaume, Association des Villes pour la Propreté Urbaine & Nathalie Kremer, Ville de Dreux) ; une présentation concernant la compréhension des comportements permettant d'engager des actions (Xavier Brisbois, Laboratoire Ville Mobilité Transport), la restitution d'une enquête sur le phénomène du jet de déchets par les fenêtres (Abou N'Diaye, Atelier de recherche en sciences sociales). Sont également disponibles les supports de diffusion des intervenant.e.s, ainsi que les vidéos réalisées dans ce cadre.



Rencontres franciliennes de la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité, 3ème édition

7 décembre
1 journée
120 participations

Pour la troisième année consécutive, le réseau francilien des CRPV (Centres de Ressources Politique de la Ville), en coopération avec la Ville de Montigny-lès-Cormeilles, les EPT Plaine Commune et Est Ensemble, ont organisé la rencontre francilienne de la GUSP.

Les objectifs de cet événement régional consistent, d'une part, à renforcer la qualification et la mise en réseau des acteur.ice.s du développement social et territorial, mais aussi et surtout, à partager des savoirs, connaissances et pratiques de terrain en matière de GUSP.

Intitulée de la « GUSP technique à la GUSP projet », cette troisième édition s'est intéressée aux différents niveaux de traitement des problématiques de cadre de vie. Ainsi, la « GUSP technique » est entendue comme un mode de résolution stricte, sur le court terme, d'une problématique quotidienne de cadre de vie (ex : dépôt d'encombrants = nettoyage), tandis que la « GUSP projet » est entendue comme un mode de résolution extensif, sur moyen ou long terme, qui s'appuie sur une problématique récurrente de cadre de vie comme levier pour engendrer une action (ex : dépôt d'encombrant = ressourcerie).

Ainsi, ces différents niveaux de traitement des problématiques de cadre de vie permettent de situer les professionnel.le.s de la GUSP, se plaçant soit totalement du côté de la « GUSP technique » ou mobilisant plus ou moins de façon conséquente la « GUSP projet ».

Organisée en double format (en visioconférence et en présentiel), cette rencontre a regroupé près de 120 participant.e.s. Ainsi, cette journée a été l'occasion d'aborder, de partager et d'échanger autour de trois thématiques spécifiques :

- Mécanique de rue et garages solidaires,
- Dépôts sauvages et ressourceries,
- Punaises de lit.

Avec : Jean BOUVIER, Ecole du renouvellement urbain ; Laurent BARELIER & Hélène TITEUX, Stains ; Quentin DELMAS, Est Ensemble ; Franck DOUCET & Noémie SIEFERT, Pôle ressources ville et développement social ; Nohal ELISSA, Ville de Paris ; Guillaume GARSON, Essonnes MobilitéS ; Vincent HAVAGE & Jean-Baptiste STOECKLIN, Profession Banlieue ; Sébastien JACQUOT, Université Paris 1 ; Clarisse LAIGNEAU, Compagnons Bâtisseurs d'Île-de-France ; François-Xavier LANGEAIS, Pôle ressources de Paris ; Fabien MAISONNIER, Montigny-lès-Cormeilles ; Ana MORACIN, REFER - Réseau Francilien du Réemploi ; Valérie NAZE & Haud BERANGER, Évry-Courcouronnes ; Louise NICOLAS-SOURDOT, Ressources Urbaines ; Valentin PERINAUX, Plaine Commune ; Muriel SALLENDRE, Épinay-sur-Seine.

Suivi et accompagnement du réseau national des professionnel.le.s de la GUSP

L'idée d'un réseau national des gusprien.ne.s est née des rencontres régionales et de l'expression d'un besoin de partage d'expériences et d'interconnaissance. La constitution du réseau national est en cours, avec, actuellement, des réflexions quant à sa gouvernance et à son statut juridique. Le réseau qui envisage de se constituer en association porte la volonté de travailler à l'échelle des territoires des CRPV, compte-tenu de son expérience francilienne.

C'est pourquoi le Pôle ressources accompagne la création du réseau et souhaite impulser l'implication des CRPV sur cette démarche à l'échelle nationale. Les missions de ce réseau porteront principalement sur l'interconnaissance, des temps d'échanges, la capitalisation et la diffusion d'information. Il s'agira également d'accompagner la prise de poste des nouveaux professionnel.le.s.

POLITIQUE DE LA VILLE : RENDRE EFFECTIVES LA COCONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS

Sensibiliser les acteur.rice.s de la Politique de la ville sur la gestion urbaine et sociale de proximité en copropriété dégradée

L'habitat privé dégradé en copropriété est une problématique majeure pour un grand nombre de QPV. Un tiers des 450 quartiers concernés par le NPNRU connaît des difficultés liées à des copropriétés dégradées, et 90% des sites de copropriétés faisant l'objet d'un suivi national dans le cadre du Plan Initiative Copropriétés porté par l'ANAH se situent en QPV.

Dans le même sens, les acteur.rice.s locaux de l'ouest francilien observent une dégradation inquiétante de l'habitat privé en Politique de la ville dans l'Est du Val d'Oise (ex : Argenteuil, Sarcelles, Villiers-le-Bel) et dans la moitié Nord des Hauts-de-Seine (ex : Nanterre, Gennevilliers). Ils expriment leur préoccupation quant à la prolifération des marchands de sommeil, la nouvelle concentration de populations en extrême précarité dans l'habitat privé (qui fait parfois office aujourd'hui de logement social), et les risques de décrochage des copropriétés en endettement. Ainsi, au même titre que les interventions sur le bâti et la gestion, les démarches de GUSP sont un levier essentiel pour prévenir la dégradation des copropriétés fragiles et réussir le traitement ou la transformation des copropriétés dégradées.

Dans ce sens, le Pôle ressources (avec le RNCRPV) a été sollicité par l'ANCT et l'ANAH pour une consultation sur les copropriétés fragiles dans les quartiers de la Politique de la ville afin de faire remonter les retours des acteurs locaux dans l'Enquête. Un webinaire à destination des acteurs en charge de la politique de la ville, du renouvellement urbain et de l'habitat privé, au sein des services de l'Etat (Préfecture, DDETS, DDT(M)) et des collectivités locales, a été proposé. Ce webinaire, dont le Pôle ressources s'est fait le relais auprès de territoires, a permis de souligner un intérêt spécifique et un besoin de qualification accru des acteurs de l'Ouest francilien.

Retours d'expérience du Groupe de travail « Questions Urbaines » (RNCRPV)

L'ensemble des professionnel.le.s (chargé.e.s de mission et directions adjointes du RNCRPV) en charge des questions d'urbanisme et de cadre de vie en quartier Politique de la ville (ex : renouvellement urbain, GUSP, habitat privé, mobilités, etc) se regroupent au sein du groupe de travail « Questions Urbaines ».

A l'issue des réunions du groupe de travail du RNCRV sur les questions urbaines, il est apparu que la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP) faisait partie des sujets sur lesquels un besoin de partage et de retour d'expériences faisait l'unanimité. Le groupe de travail a donc proposé un temps dédié afin que les CRPV puissent s'exprimer sur la manière dont ils se saisissent de la GUSP et partager leurs modes de fonctionnement, leurs outils méthodologiques et leurs travaux de capitalisation.

Cette réunion s'est tenue en octobre 2021 et a permis de faire apparaître divers leviers d'actions mutualisées par les CRPV, comme l'organisation des rencontres franciliennes de la GUSP en Région parisienne ou l'animation d'une plateforme partagée en ligne par Villes au Carré (CRPV Val de Loire) et Réso Villes (CRPV Bretagne & Pays de la Loire). L'organisation de cette réunion a également été ouverte à d'autres partenaires, avec la participation du centre de ressources GUSP de la région Auvergne-Rhône-Alpes et la présentation de la création d'un réseau national des gusprien.ne.s, proposée par Fabien Maisonnier, chargé de mission GUSP au sein de la commune de Montigny-lès-Cormeilles (95).

Ce besoin s'est d'autant plus affirmé dans le contexte actuel d'entrée en phase opérationnelle des projets de renouvellement urbain, qui ouvre de nouvelles perspectives pour la gestion des quartiers qui vont connaître d'importantes transformations. Le groupe de travail sur les questions urbaines poursuivra ce travail en 2022.



Perspectives 2022

- Publication des actes de la rencontre « Journées franciliennes de la GUSP, 3^{ème} édition »,
- Poursuivre l'animation et le suivi du réseau des acteur.rice.s de la GUSP, à l'échelle francilienne comme nationale,
- Continuer à accroître la visibilité des initiatives de gestion urbaine et sociale de proximité, en contexte d'habitat privé ou social, en lien avec les orientations régionales 2022 de la Politique de la ville,
- Contribuer au développement des espaces de travail sur la GUSP en copropriété fragile (ex : GT Copropriétés fragiles [ANCT]) ou en contexte de rénovation urbaine,
- Faciliter les conditions d'intégration des Conseils citoyens dans les démarches d'amélioration du cadre de vie (ex : Maison du projet, Projets Mémoires) avec les porteurs de projet,
- Contribuer à faciliter les liens entre les actrices et acteurs du développement social et urbain (Politique de la ville, GUSP, NPNRU...) avec les professionnel.le.s de la culture et des arts (Patrimoine & Archives, Cinéma, Arts Visuels...), en facilitant la coconstruction.

Participation à des formations ou des réunions locales, régionales, nationales

- Le modèle du logement social français : gouvernance, fonctionnement et mise en perspective, formation, École du Renouvellement Urbain, 30 septembre et 1er octobre.

POLITIQUE DE LA VILLE : RENDRE EFFECTIVES LA COCONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS

(Re)Donner du sens à la Politique de la ville à l'aune de la crise sanitaire

Interroger le sens de la Politique de la ville, mais également le contrat de ville en tant qu'outil permettant de formaliser objectifs et engagements, de mobilisation des acteur.rice.s constitue un « fil rouge » pour le Pôle ressources. Alors même que l'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire et que ses conséquences sociales et économiques sont à l'œuvre, que les exécutifs locaux, - en charge de porter la Politique de la ville au cœur des territoires -, ont été renouvelés, et que les contrats de ville touchent à leur fin (prorogation à 2023 avec un enjeu d'évaluation en 2022), il est plus que jamais nécessaire d'accompagner les réflexions autour de cette politique publique. En 2021, cela s'est traduit de différentes façons : par des séminaires - à destination des élu.e.s sur le sens de la Politique de la ville ; un séminaire régional consacré à la Politique de la ville à l'aune de la crise sanitaire ; un atelier, dans le Val d'Oise, pour aborder de manière commune l'évaluation ; l'animation d'une réflexion sur le vieillissement dans les quartiers prioritaires, l'animation du réseau des professionnel.le.s de la Politique de la ville de l'ouest francilien ou encore par un appui à la réflexion menée au sein de l'EPT Boucle Nord de Seine.

Premier séminaire régional consacré à la Politique de la ville

Dans la continuité des travaux menés avec les CRPV franciliens autour de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 (lettres régionales thématiques), a été organisé, en partenariat avec les services de la Préfecture de région d'Île-de-France, un premier séminaire régional consacré à la Politique de la ville. Organisée en visioconférence du fait des contraintes sanitaires, cette rencontre a mobilisé un très grand nombre d'acteur.rice.s, témoignant de l'intérêt d'une réflexion portée à l'échelle régionale et d'offrir un espace d'échanges réunissant l'ensemble des parties prenantes. Cette rencontre s'est donc tenue dans un contexte marqué par la crise sanitaire mais aussi par le plan de relance et ses mesures dédiées aux quartiers prioritaires - annoncées lors d'un Conseil interministériel des villes - et la prochaine génération de contrats de ville qui approche.

Les deux demi-journées du séminaire ont ainsi été centrées autour des thématiques de la santé, de l'éducation, de l'emploi et du cadre de vie, à travers 3 grands questionnements :

- Quels enseignements tirer des différentes expériences de la gestion de la crise sanitaire et de ses effets dans les quartiers en politique de la ville ?
- Quelles capacités d'adaptation de la politique publique et quelles attentes les institutions peuvent-elles formuler pour les années à venir ?
- Comment aborder la posture prospective pour imaginer les contrats de ville de demain ?

Les réflexions, capitalisées sous la forme d'un podcast et d'une synthèse (voir page 14), ont été l'occasion d'alterner regards sociologiques (Thomas Kirsbaum), des centres de ressources Politique de la ville, des services de l'État (Pôle emploi, Préfecture de région, Agence régionale de santé), de porteurs de projet, du Conseil national des villes et des acteur.rice.s de la Politique de la ville dans le cadre d'ateliers thématiques. Ont également été partagés les enseignements issus d'une étude commanditée par les CRPV franciliens à des étudiant.e.s de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye sur la crise sanitaire dans les quartiers. Un séminaire clôturé par Marc Guillaume, Préfet de région d'Île-de-France et Préfet de Paris.

Avec : Stéphane BERGER, Pôle emploi Île-de-France ; Sylvie DURANT-TROMBETTA, secrétaire du Conseil national des villes ; Jérôme JARDRY, coordonateur régional des cités éducatives à la Préfecture de région, Marc GUILLAUME, Préfet de région Île-de-France et Préfet de Paris ; Luc GINOT, directeur de la Santé publique à l'ARS Île-de-France ; Thomas KIRSZBAUM, sociologue ; Manon MOUHOU, coordinatrice du PRE de Villiers-le-Bel ; Rémi PIERSON, association OSER ; Frédéric WINTER, Paris Habitat.

Séminaire des élu.e.s : Quels sens donner à la Politique de la ville en 2021 ?

En février 2014, la loi Lamy bouleversait la Politique de la ville, en lui assignant de nouvelles ambitions (pilier développement économique et emploi, création des conseils citoyens, pilotage

6 et 11 mai
2 demi-journées
850 participations
en cumulé

9 février
1 demi-journée
38 participations

au niveau intercommunal) tout en réaffirmant l'enjeu central et premier de la mobilisation et de l'adaptation des actions relevant des politiques publiques de droit commun. Malgré les volontés affichées, la Politique de la ville peine à prendre la place stratégique qui lui revient au niveau local. Son ambition transformatrice et sa capacité d'entraînement, - pourtant formalisées dans les contrats de ville -, sont en effet souvent atténuées par des procédures administratives complexes (reporting, appel à projets...) prenant le pas sur les missions de développement et d'animation, ainsi que par des priorités changeantes. (Re)donner du sens à la Politique de la ville et (re)poser son utilité dans les territoires semblent dès lors nécessaire afin d'en (re)faire un levier de développement territorial et social. Aussi, ce séminaire à destination des élu.e.s fut l'occasion de construire une réflexion, en dialoguant avec le sociologue Renaud Epstein. Ont ainsi été abordés différentes lectures de la Politique de la ville, - le quartier ressource (habitant.e.s, associations...), le quartier à « normaliser » (réduction des inégalités), le quartier territoire d'expérimentation et d'ajustement de l'action publique, l'entrée sécuritaire, l'émancipation individuelle -, ainsi que l'évolution de cette politique publique.

Avec : Renaud EPSTEIN, maître de conférence en sciences politiques à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, spécialiste des questions urbaines.

Ateliers : Concevoir un cadre de référence évaluatif partagé

En partenariat avec les services du Préfet délégué pour l'égalité des chances du Val d'Oise, le Pôle ressources a animé un atelier de 3 demi-journées afin de s'approprier de manière commune le sujet de l'évaluation des contrats de ville, dont les résultats, attendus en 2022, permettront d'alimenter les futures contractualisations territoriales de la Politique de la ville. Ces temps ont réuni 3 délégué.e.s du Préfet, les référent.e.s Politique de la ville des EPCI, les services déconcentrés de l'État (Éducation nationale, Direction départementale de l'emploi, du travail et de la solidarité, Direction départementale de la sécurité publique, Agence régionale de santé), le conseil départemental du Val d'Oise et la représentation des bailleurs sociaux d'Île-de-France (AORIF).

Les rencontres ont permis, d'une part, de partager une définition commune de l'évaluation des politiques publiques et, d'autre part, de concevoir un cadre commun permettant d'initier les travaux portés par les EPCI. Ce référentiel définit l'utilité de l'évaluation, précise les enjeux de mobilisation des partenaires, propose un calendrier de mise en œuvre et, enfin, arrête trois grands questionnements évaluatifs. Les démarches d'évaluation seront ainsi l'occasion d'interroger l'effet du contrat de ville sur la capacité à coopérer et à coconstruire (pilotage, mobilisation du droit commun, participation des habitant.e.s), sa capacité à réduire les inégalités territoriales et son effet sur les parcours de vie (capacité à toucher les publics cibles, réactivité, amélioration de l'action publique), tout en s'intéressant à des sujets clés : santé, insertion socioprofessionnelle, cadre de vie, éducation.

Appui aux réflexions et démarches locales

Le territoire Boucle Nord de Seine

Le Pôle ressources est intervenu pour accompagner la réflexion menée par l'EPT Boucle Nord de Seine en vue de structurer son approche de la Politique de la ville à la suite des élections municipales et intercommunales. Ces travaux ont été menés dans le cadre de « l'atelier Politique de la ville », instance réunissant l'EPT (direction générale et direction de la cohésion sociale) ainsi que les référent.e.s Politique de la ville des communes d'Argenteuil, d'Asnières-sur-Seine, de Clichy, de Colombes, de Gennevilliers et de Villeneuve-la-Garenne. Au cours des rencontres s'est dessinée une feuille de route, présentée, *in fine*, à l'élu.e territoriale en charge de la Politique de la ville.

Un appui à la ville de Vernouillet

Un appui à la ville de Vernouillet, avec des temps consacrés à l'éducation et la prévention, a également été mené, dans une démarche participative (voir page 46).

Réseau des équipes Politique de la ville de l'ouest francilien

En 2021, le réseau des référent.e.s Politique de la ville des collectivités (villes, EPCI, Conseil départemental) s'est réuni à 1 reprise, après une année 2020 particulièrement soutenue. Cette rencontre entre pair.e.s a permis de faire un point sur l'année en cours, les priorités portées aux différentes échelles et de revenir sur les programmations de l'année. Cet échange a permis d'aborder le sujet de l'évaluation des contrats de ville, dans une optique de projection sur ce travail à venir.

novembre à décembre
3 demi-journées
16 participations
différentes

30 juin
1 demi-journée
18 participations
différentes

POLITIQUE DE LA VILLE : RENDRE EFFECTIVES LA COCONSTRUCTION ET LES COOPÉRATIONS

Étude : Le vieillissement dans les quartiers prioritaires de l'ouest francilien

En 2017, l'Observatoire National de la Politique de la Ville (ONPV) publiait une fiche consacrée au vieillissement dans les quartiers prioritaires, mettant en évidence que la population des territoires prioritaires de la Politique de la ville, bien que restant plus jeune, vieillit. De plus, ce processus y est plus rapide qu'ailleurs en France, mais avec des réalités contrastées.

3 juin
1 demi-journée
71 participations
différentes

Les quartiers prioritaires dans les départements des Yvelines, des Hauts-de-Seine et du Val d'Oise semblent peu concernés puisqu'il n'y a pas de « quartier accueillant une forte part de personnes âgées », les diagnostics des contrats de ville font assez peu référence à cette population et les priorités actuelles sont essentiellement tournées en direction de la jeunesse. Par ailleurs, la loi sur le vieillissement de décembre 2015 s'inscrit dans une approche « public » plutôt que « territoriale » et donc ne prend pas en considération les quartiers prioritaires. Pour autant, lors d'échanges avec des actrices et acteurs des quartiers (équipes Politique de la ville, délégués du Préfet, CCAS, bailleurs), il est régulièrement question des personnes âgées (isolement, santé, mobilité). Enfin, la crise sanitaire a mis en lumière cette partie de la population particulièrement à risque, y compris dans les quartiers prioritaires.

Aussi, dès 2019-2020, le Pôle ressources a initié une étude sur le sujet, en s'appuyant sur des étudiant.e.s de Master « Métiers du politique et de l'action publique territoriale » de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, accompagné de Thomas Kirszbaum (sociologue, chercheur associé à l'ISP - CNRS / École normale supérieure de Saclay).



Étude disponible sur le site du Pôle ressources :

www.lepoleressources.fr/le-veillissement-dans-les-quartiers-prioritaires-eclairages-sur-le-789295/

Dans la continuité, en 2021, le Pôle ressource a organisé, en visioconférence, un séminaire dédié au vieillissement, afin de partager les enseignements de cette étude. Plus que cela, ce temps a été l'occasion de penser l'observation

du vieillissement dans les quartiers à partir de l'expertise d'Hervé Guéry (Bureau d'études Compas) et de partager des démarches menées dans les territoires avec la Communauté Urbaine Grand Paris Seine & Oise (GPSEO) et Emmaüs Habitat sur leur patrimoine à Saint-Ouen l'Aumône.

Un temps permettant ainsi de problématiser la question vieillissement dans les quartiers populaires, attirer l'attention sur un sujet peu investi, alors même que débute l'évaluation des contrats de ville et que de nouvelles contractualisations vont voir le jour.

Avec : Amaury ARNOUX, chargé de mission Suivi Evaluation à la CU GPSEO ; Richard COMTE, chargé de mission développement social urbain à Emmaüs Habitat ; Hervé GUÉRY, directeur du COMPAS, Bureau d'études spécialisé dans l'observation sociale des territoires ; Thomas KIRSZBAUM, sociologue, chercheur associé à l'ISP - CNRS / École normale supérieure de Saclay ; les ancien.ne.s étudiant.e.s du Master « métier du politique et de l'action publique territoriale », Jeanne BELANYI, Camille GAUCHER, Jordan HOUËT, Juliette LEVESQUES, Camille PERBOST, Malika SAKHI.

La coproduction de la sécurité publique

La coproduction de la tranquillité publique et de la sécurité, autrement dit la capacité à coopérer, constitue un enjeu majeur au sein des quartiers prioritaires de la Politique de la ville. En effet, agir en matière de tranquillité implique un réseau d'acteur.rice.s mobilisant tout aussi bien les services des collectivités, la prévention spécialisée, les bailleurs, les transporteurs, le monde de l'éducation, la police nationale ou la gendarmerie nationale... et les habitant.e.s. Par son action, le Pôle ressources s'attache à soutenir les coopérations en mettant en place des temps de mise en réseau et des logiques d'appui aux démarches locales.

Relation police - population : quels enjeux et pistes d'amélioration pour une confiance partagée ?

24 juin
1 demi-journée
63 participations
différentes

Ce séminaire, articulé autour des interventions des sociologues Jacques de Maillard et Virginie Malochet, avait pour objectif d'interroger le sujet de la relation police - population, mais également la relation police - actrices et acteurs locaux, à l'aune des expérimentations et démarches menées dans les territoires. Partant du constat d'une relation dégradée entre la police et la population, au-delà même des quartiers populaires, mais également d'une multitude d'initiatives pour renforcer les coopérations dans le cadre des quartiers de reconquête républicaine, des Groupes de partenariat opérationnels, des Conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance, ou encore de conventionnements (police/ bailleurs), voire d'expérimentations avec la Mildeca autour de la prévention de l'entrée dans le trafic de stupéfiants, la rencontre s'est attachée à apporter un éclairage sociologique sur l'évolution des relations police/acteurs locaux/ population à travers plusieurs questionnements : Quel état de lieux ? Quelles évolutions partenariales ? Quelles expérimentations dans le lien aux habitants ?

Et, de manière plus pratique : comment renforcer les relations entre les agents de la police/la gendarmerie et les acteur.rice.s locaux ? Comment diminuer les tensions avec la population et les jeunes plus spécifiquement ? Ou encore comment valoriser l'action préventive et répressive de la police/la gendarmerie dans les territoires ?

Avec : Jacques DE MAILLARD, Professeur de science politique à l'Université de Versailles Saint-Quentin et directeur du CESDIP (Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales) ; Virginie Malochet, Sociologue au sein de la mission prévention sécurité de l'Institut Paris Région.

Rivalités entre quartiers : quelles réalités et pistes pour agir ?

13 octobre
1 demi-journée
139 participations

Ce second séminaire consacré aux questions de sécurité publique et de sécurité s'est intéressé de manière plus spécifique aux rivalités entre quartiers, alors même que des phénomènes de rixes sont constatés dans différents territoires. Cette rencontre, s'appuyant sur l'intervention du sociologue Marwan Mohammed, a permis d'identifier les ressorts de ces rivalités, de mieux en cerner les enjeux mais également de partager des pistes pour renforcer l'action publique et surtout, prévenir. Les propos partagés ont en effet mis en évidence l'importance de la coopération, de la responsabilité collective et de l'importance d'agir dans la durée et non uniquement lorsque des violences ont lieu. Ils ont également été l'occasion de rappeler l'importance des acteur.rice.s de la jeunesse dans les quartiers populaires et de leur ancrage nécessaire pour tisser des liens de confiance alors même qu'évolue la sociabilité des jeunes et que les réseaux sociaux accélèrent les « embrouilles ».

Avec : Marwan MOHAMMED, sociologue, chargé de recherche au CNRS et spécialiste des jeunes urbaines

Appui aux réflexions et démarches locales

À l'instar d'autres sujets, le Pôle ressources travaille à l'accompagnement des initiatives locales, dans une logique de facilitation des coopérations. Sur le champ de la tranquillité publique et de la sécurité, cela s'est traduit par la poursuite de l'appui à l'animation du comité de suivi et d'évaluation de la PSQ (QRR de Garges-Sarcelles) ainsi qu'à l'appui à l'animation du comité de pilotage du projet expérimental de la Mildeca, mené à Sarcelles autour de la prévention de l'entrée dans les trafics de stupéfiants.

Perspectives 2022

- Rencontre régionale consacrée à la Politique de la ville,
- 2ème séminaire régional de la Politique de la ville,
- Séminaire sur la Politique de la ville à destination des élu.e.s de l'ouest francilien,
- Appui aux réflexions relatives à l'évaluation des contrats de ville,
- Animer du réseau des professionnel.le.s de la Politique de la ville,
- Appui méthodologique aux évaluations des contrats de ville (échelles départementale et locale),
- Approfondissement de la question du vieillissement dans les quartiers prioritaires.



PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE



L'égalité constitue l'un des piliers du triptyque républicain ainsi que la pierre angulaire de la philosophie soutenant la Politique de la ville, l'égalité des chances ou la réduction des inégalités sociales et territoriales. S'intéresser à promouvoir l'égalité amène à s'emparer de sujets relatifs aux différentes facettes qu'elle revêt, notamment la lutte contre les discriminations, la promotion de l'égalité femmes-hommes, l'accès aux droits et aux services, la jeunesse...

Accompagnement à la promotion et à la prévention de la santé

Groupe d'échanges des coordonnateur.rice.s santé (ASV/CLS/CLSM) du Val d'Oise

janvier à décembre
8 demi-journées
81 participations en cumulé

Le groupe des coordonnateur.rice.s ASV/CLS/CLSM représente un collectif d'une quinzaine de personnes. Ce dernier vise à permettre aux professionnel.le.s d'avoir un espace de parole entre pair.e.s au sein duquel elles.ils peuvent faire des partages d'expériences, échanger des ressources et traiter des sujets qu'elles.ils souhaitent.

En 2021, le groupe a décidé de poursuivre des rencontres à une fréquence importante et s'est réuni au total sur 8 demi-journées [en visioconférence et en présentiel]. Cela a été l'occasion de travailler en étroite collaboration avec la délégation départementale 95 de l'ARS ainsi que d'autres partenaires franciliens ou nationaux tels que la Fondation Léonie Chaptal, Addictions France, PromoSanté Île-de-France...

Au cours de l'année, les coordonnateur.rice.s ont pu échanger sur leurs expériences respectives et aborder des sujets en lien avec la crise sanitaire et d'autres thématiques en promotion de la santé.

Il a notamment été question de :

- Dresser un bilan de l'année 2020 et faire remonter des besoins et perspectives pour l'année 2021 (partage du programme d'actions de chacun.e) ;
- Partager des retours d'expériences sur des actions en matière de prévention des gestes barrières, dépistage, vaccination et actions pour pallier les conséquences de la crise sanitaire (santé mentale, précarité alimentaire...);
- Faire le point sur l'état d'avancement des CLS au sein des différents territoires ;
- Échanger autour du sujet de la vie affective et sexuelle des jeunes : présentation du dispositif Baobab (Fondation Léonie Chaptal) et d'actions dans le cadre de la journée mondiale de lutte contre le SIDA ;
- Aborder le sujet des addictions : retour d'expérience sur des ateliers de prévention contre les addictions mis en place dans le cadre du CLSM du Haut Val d'Oise et présentation du projet MILDECA (Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives) déployé à Sarcelles ; porté par la ville de Sarcelles, la Préfecture du Val d'Oise, le Procureur de la République, l'ARS et l'Éducation nationale.

Groupe d'échanges des coordonnateur.rice.s CLSM de l'Ouest francilien

3 mars
1 demi-journée
6 participations

Dans le cadre de la préparation d'un séminaire sur la santé mentale, à destination des élu.e.s et directions en charge de la Politique de la ville, le Pôle ressources a souhaité réunir les différent.e.s coordonnateur.rice.s CLSM de l'ouest francilien.

Pour cette première fois, l'objectif a été de favoriser le retour d'expériences d'actions menées au cours de la crise sanitaire et de réfléchir collectivement aux constats et aux enjeux que cette dernière a pu révéler. Ont été notamment abordés : l'intérêt et le besoin de sensibiliser les élu.e.s sur la santé mentale, les points sur lesquels insister (rendre compte de la diversité des modes de fonctionnement des CLSM, préciser le rôle de chacun.e...) et les acteur.rice.s clés à mobiliser (Psycom, CCOMS...)

Soirée des élu.e.s : La santé mentale : un enjeu individuel et collectif dans les territoires populaires

mai
1 demi-journée
20 Participations



Dans le cadre de son séminaire à destination des élu.e.s et directions en charge de la Politique de la ville, dont le rôle est de permettre à ces dernier.e.s de mieux s'approprier les enjeux relatifs aux quartiers populaires, pour donner du sens et nourrir l'action publique locale, le Pôle ressources a organisé un deuxième temps dédié à la santé mentale.

Dans le contexte de la crise sanitaire, la santé mentale a été, en effet, particulièrement mise à rude épreuve, en bouleversant le quotidien, en générant de l'anxiété, des contraintes, des incertitudes face à l'avenir... Elle est pourtant composante essentielle de la santé, définie par l'OMS comme étant « un état complet de bien-être physique, mental et social », elle ne se résume pas en « l'absence de maladie ou d'infirmité ». Les habitant.e.s des quartiers populaires, davantage confronté.e.s à la précarité sociale - logements souvent exigües, parfois même insalubres, renoncement aux soins pour raisons financières, violences intrafamiliales, diminution des revenus et difficultés à s'approvisionner -, sont particulièrement impacté.e.s. Durant cette crise, les collectivités et acteur.ice.s de la société civile se sont néanmoins mobilisé.e.s et de nombreux élans de solidarité ont vu le jour.

Aussi, le Pôle ressources a souhaité rappeler l'importance du rôle de facilitateur/médiateur qu'exerce les coordonnateur.rice.s des Conseils Locaux de Santé Mentale (CLSM) dans les territoires, ainsi que celui des élu.e.s pour mettre en place une véritable politique de proximité en santé, et plus particulièrement en santé mentale.

Afin de mieux cerner les questions relatives à la santé mentale et les solutions possibles, cette rencontre a été l'occasion d'aborder, notamment à travers les interventions du Psycom et du CCOMS, les différentes visions de la santé mentale et les enjeux d'inégalités sociales de santé dont souffrent les habitant.e.s des quartiers populaires.

Avec : Sophie ARFEUILLERE, responsable formation et pédagogie au Psycom ; Fanny PASTANT, chargée de mission et coordinatrice nationale des Conseils locaux de santé mentale (CLSM).



PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE

Appui-Accompagnement : Coopérative acteur.rice.s santé Nutrition Est Val d'Oise



Initiées dans le cadre du Plan régional de santé d'Île-de-France 2018-2022 (PRS2), les coopératives d'acteurs santé sont des interventions en promotion de la santé qui s'articulent en complémentarité avec les dispositifs existants (Contrat local de santé - CLS, Conseil local de santé mentale - CLSM, Atelier santé ville - ASV...) sur des thématiques peu ou pas couvertes, ou complexes à mettre en œuvre, au niveau local. La naissance de la coopérative est issue de la volonté de cinq villes voisines de l'Est du Val d'Oise disposant d'un CLS (Gonesse, Garges-lès-Gonesse, Goussainville, Sarcelles et Villiers-le-Bel) à investir la thématique « nutrition ».

Compte-tenu du taux de prévalence élevé du diabète et de l'obésité sur ce territoire très prioritaire du Val d'Oise, la délégation départementale (DD) s'est mobilisée pour soutenir les acteur.rice.s du terrain à travers la co-construction et le pilotage d'une coopérative d'acteur.rice.s, qui a émergé en 2018.

La coopérative mise en place et son projet répondent ainsi à un besoin exprimé par les acteur.rice.s de terrain, et aux priorités définies par l'ARS, en lien avec les données épidémiologiques. Enfin, le projet rend compte d'une problématique identifiée par les acteur.rice.s de terrain : la difficulté d'impliquer les parents d'enfants bénéficiant d'actions alors même qu'il est fortement recommandé dans la littérature scientifique de le faire pour un meilleur impact des actions.

Une étude focus group a été réalisée en 2019 par le Pôle ressources avec 87 habitant.e.s de l'Est du Val d'Oise (8 groupes). Celle-ci a fait ressortir les représentations des habitant.e.s et les leviers d'actions possibles. Au cours de l'année 2020, les habitant.e.s et professionnel.le.s de la coopérative se sont réuni.e.s à plusieurs reprises, de façon communale et intercommunale, pour, ensemble, prioriser les actions ayant émergé dans les focus group et amorcer un travail de coconstruction pour et avec les habitant.e.s des 5 villes. Ces dernie.re.s ont eu par exemple l'opportunité de donner leurs idées de formation (contenu en lien avec la cuisine, jardinage et nutrition).

Force est de constater que le projet de coconstruction s'est sans cesse réajusté, pour conserver une dynamique aux différentes échelles. Malgré le contexte incertain et compliqué engendré par la crise sanitaire, le projet s'est concrétisé par la mise en place de 3 actions interdépendantes (à poursuivre ou en cours de finalisation).

Coconstruction avec les habitant.e.s de défis intergénérationnels de cuisine



Les ateliers se sont poursuivis en 2021, pour concevoir avec et pour les habitant.e.s, un défi de cuisine par ville. Ils consistent à rassembler parents et enfants pour se "challenger" par équipe, en cuisinant (avec un budget limité), un plat sain, composé de fruits et légumes de saison, d'inventés ; en revisitant un plat traditionnel pour le rendre plus sain ; ou encore, en y insérant une activité physique. Des ateliers ont permis d'affiner la préparation de ces événements conviviaux, qui devraient voir le jour au cours du premier semestre 2022. Organisé et mis en place avec les habitant.e.s, chaque défi est unique et reflète leurs souhaits lors des rencontres. A titre d'exemple, le défi « Tradi'sain », à Sarcelles, insistera sur la préparation, par des parents, d'un couscous revisité - y incorporant des légumes de saison -, tandis que leurs enfants prépareront le dessert avec les restes du plat principal et des fruits, pour les sensibiliser au gaspillage alimentaire.

mars à décembre
8 demi-journées
182 participations en cumulé

Le défi « Au délices des saveurs », à Goussainville, verra les participant.e.s réaliser des gâteaux en y incorporant des légumes, une façon de favoriser subtilement la consommation de légumes aux enfants, en les incorporant dans des plats qu'ils affectionnent.

Mise en place des ateliers nutrition, cuisine, et jardinage

En s'appuyant sur les envies et les besoins qui ont pu émerger lors des premiers ateliers de coconstruction dans chacune des villes, des ateliers nutrition, cuisine et jardinage à destination des familles (parents et enfants) ont eu lieu de janvier à juillet 2021.

janvier à juillet
25 demi-journées
299 participations en cumulé

- Les **ateliers nutrition**, dispensés par Pamela Haddad, nutritionniste au CODES 95, visaient à sensibiliser les participant.e.s à l'équilibre alimentaire et à la lutte contre le gaspillage alimentaire, ainsi que de partager des astuces pour manger équilibré à faible coût.

- Les **ateliers cuisine**, animés par Anissa Chnini, cheffe pâtissière de spécialité, ont permis aux participant.e.s de revisiter des plats traditionnels, de faire de la pâtisserie et de cuisiner une entrée et un plat à partir d'un panier de fruits et légumes de saison.

- Les **ateliers jardinage**, dispensés par Emilie Beinchet, de l'association b.a-BA, ont donné l'opportunité aux participant.e.s de découvrir les fondamentaux du jardinage écologique et de réaliser des semis ou des plantations en direct, pour démarrer quelques cultures d'aromatiques (menthe et coriandre).

Animation des Pages Facebook et Instagram dédiées

Dès le début du premier confinement, en 2020, une page Facebook - Coopérative d'acteurs nutrition 95 - a été créée, afin de maintenir le lien avec les membres impliqués dans le projet. Conformément à l'une des missions de la coopérative, le but de cette page est de promouvoir des comportements favorables à la santé. Chaque jour paraît une publication (défi, astuce, ressources COVID, recette, jeux...). En 2020 et début 2021, un comité de rédaction hebdomadaire (se réunissant en visioconférence) a également été créé pour valider les posts et avoir des retours de terrains des porteur.euse.s de projets et coordinateur.rice.s ASV/CLS impliqué.e.s dans la démarche. Une page Instagram (canutrition_95), a également vu le jour début 2021, dans le souci d'inclure davantage les jeunes dans le projet et de rediffuser les posts Facebook les plus impactants.

Renforcer l'appui-accompagnement de la coopérative avec deux volontaires en service civique

Le Pôle ressources a identifié le besoin de bénéficier d'un appui et d'un soutien à la démarche et à la mise en œuvre du projet de coconstruction. De décembre 2020 à juillet 2021, deux volontaires en service civique ont ainsi été recrutées pour une mission de 7 mois, et un autre binôme de volontaires a pu poursuivre le travail, à partir de septembre 2021, pour 8 mois. Ces missions visent à venir en soutien à la coordination et la mise en œuvre des actions nutrition et des défis intergénérationnels, sur différents volets :

- Assurer un accompagnement auprès des acteur.rice.s de la coopérative (mobilisation des habitant.e.s, logistique, achats, installations...);
- Communiquer sur les actions mises en œuvre et créer du contenu en lien avec la nutrition (alimenter les pages Facebook et Instagram dédiées);
- Faire le lien avec les prestataires (cheffe cuisinière, CODES 95, association de jardinage) qui dispensent les formations;
- Participer et contribuer à l'élaboration et à l'animation des ateliers et assurer le suivi du projet (rédaction des comptes-rendus, contribution à l'évaluation...)

Perspectives 2022

- Accompagnement de 2 volontaires en service civique,
- Mise en œuvre des défis cuisine intergénérationnels au sein des villes,
- Lancement d'un partenariat avec le Groupement d'Entraide Mutuelle (GEM) de Villiers-le-Bel,
- Organisation d'une rencontre pour sensibiliser les élu.e.s,
- Coconstruction de nouvelles actions en lien avec l'activité physique.



PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE

➤ Renforcer le partenariat avec les acteur.rice.s francilien.ne.s

Cycle de rencontres à destination des nouveaux coordonnateur.rices ASV/CLS/CLSM d'Île-de-France avec PromoSanté IDF et le réseau des CRPV franciliens

mars à octobre
4 demi-journées
95 Participations en cumulé

Le Pôle ressources, en partenariat avec PromoSanté Île-de-France, et le réseau des CRPV franciliens (Profession Banlieue, Centre Politique de la ville pour la Seine Saint-Denis, Ressources Urbaines, pour l'Essonne, le Val de Marne, et la Seine-et-Marne), a proposé en 2021 deux rencontres à destination des coordinateur.rice.s ASV/CLS/CLSM d'Île-de-France.

Les deux rencontres - une première sur deux demi-journées en visioconférence et une deuxième sur une journée en présentiel - ont été organisées sur le même principe et en deux temps.

- Dans un premier temps, l'objectif a été de partager les enjeux et l'actualité des démarches territoriales de santé aux coordinateur.rices ASV/CLS/CLSM, élu.e.s, responsables des services en charge des questions de prévention et promotion de la santé dans les collectivités territoriales. Après un rappel des fondamentaux de la promotion de la santé et des inégalités sociales et territoriales de santé par Agnès Sztal, chacun.e des représentant.e.s de l'ARS et de la Préfecture d'Île-de-France a présenté les enjeux de santé publique de son point de vue, ainsi que les actions proposées en faveur des quartiers prioritaires de la région. Une table ronde associant professionnel.le.s et élu.e.s a permis d'illustrer concrètement les liens et les coopérations nécessaires pour construire une politique locale de santé.

- Un second temps a donné l'opportunité, exclusivement aux coordinateur.rice.s ASV/CLS/CLSM (plus ou moins expérimenté.es), de réfléchir aux conditions qui favorisent la prise de poste via un outil interactif: le Speed-boat (place du/de la coordinateur.rice; événements internes et externes qui freinent ou facilitent les prises de postes).



Avec : Gwendal BARS, chef de projet CLS/CLSM/politique de la ville, Agence régionale de santé (ARS) Île-de-France ; Coralie BERNARD, responsable de l'équipe de Ris-Orangis et Courcouronnes, association Oser; Chrystelle BERTHON, responsable du département prévention/promotion de la santé, délégation départementale du Val-de-Marne, ARS Île-de-France ; Marie BOBOT, coordonnatrice CLSM, communauté d'agglomération Val d'Oise Est ; Ramata DEMBELE, responsable de projets, association Afase ; Martine GARRIGE-GAUCHERANDG, maire-adjointe prévention/promotion de la santé, Créteil ; Michel GRAO, maraîcher, Saint-Pierre-du-Perray ; Émilie HENRY, directrice de l'AcSbe - La Place santé, Saint-Denis ; Luc HINCELIN, consultant en promotion de la santé ; Juliette PAOLOTTI, cheffe de projet éducation, culture et parentalité à la mission Ville, Préfecture d'Île-de-France ; Rémi PIERSON, responsable de l'équipe d'Évry, association Oser ; Agnès SZTAL, chargée de mission politique de la ville/promotion de la santé, PromoSanté Île-de-France ; Johan VERSTRAETEN, délégué du préfet du Val d'Oise.

➤ Promotion de l'égalité et lutte contre les discriminations

Journée de sensibilisation : Violences faites aux femmes, mieux repérer pour mieux agir

22 juin
1 journée
10 participations



Le phénomène des violences faites aux femmes demeure un fléau qui touche toutes les classes sociales et tous les territoires. L'actualité démontre, de façon régulière, que le phénomène reste prégnant, les témoignages d'actrices et acteurs œuvrant dans les territoires le démontrent également. En septembre 2019, dans le cadre des groupes de travail du Grenelle départemental de lutte contre les violences faites aux femmes sur le Val d'Oise, en lien avec la délégation aux droits des femmes de la Préfecture, beaucoup avaient par ailleurs souligné un manque d'information et de formation pour être en capacité de mieux accueillir, écouter et orienter les femmes victimes de violences.

C'est notamment suite à ce Grenelle, et aux remontées de terrain sur le besoin de formation, que le Pôle ressources a coconstruit un format, avec des méthodes participatives, [théâtre-forum, débats mouvants...] en partenariat avec les associations Du côté des femmes et Paroles Arc en ciel théâtre, et le soutien de la délégation à l'égalité femmes/hommes de la Préfecture. L'objectif est de proposer des sessions d'une journée de sensibilisation, (en petits groupes, et ayant vocation à être reconduites) pour soutenir et outiller les professionnel.le.s qui œuvrent au plus près du public. La journée est conçue pour appréhender la réalité du phénomène des violences et renforcer ses pratiques et sa posture professionnelle.

Avec : les associations Du côté des femmes et Paroles Arc en ciel théâtre.



Cycle de formation aux Valeurs de la République et Laïcité

5 sessions
demi-journée
102 participations

Depuis 2016, le Pôle ressources contribue au déploiement du plan de formation Valeurs de la République et laïcité, formation permettant de s'approprier le sujet de la laïcité (histoire, droit, lien aux valeurs républicaines) et d'interroger les postures professionnelles, autour notamment des enjeux de non-discrimination.

En 2021, 5 sessions ont été menées : à la Mission locale Vallée de Montmorency, Châtenay-Malabry, Colombes, Gennevilliers et Paris dans le cadre d'une rencontre régionale avec le réseau des CRPV franciliens.



Perspectives 2022

- Repérer pour proposer des sessions journée de sensibilisation à la lutte contre les violences faites aux femmes aux professionnel.le.s des Hauts-de-Seine et des Yvelines,
- Organiser de nouvelles sessions de sensibilisation à la lutte contre les violences faites aux femmes,
- Poursuivre la mise en œuvre des formations Valeurs de la République et laïcité,
- Proposer un ou deux temps (séminaires, petits déjeuners...) sur le cyberharcèlement, les cyberviolences.



Participation à des formations ou des réunions locales, régionales, nationales

- Webinaire de présentation du rapport synthétique " Violences vécues par les femmes et les hommes en Île-de-France", Institut Paris Région, 12 octobre,
- Lutte contre les violences faites aux femmes " bilan et perspectives du Grenelle ", 25 novembre, Préfecture du Val d'Oise,
- Réunion avec l'Aorif, la Préfecture du Val d'Oise, Du côté des femmes et l'Adil pour proposer une formation aux bailleurs sur la lutte contre les violences faites aux femmes, 29 novembre, Eaubonne,
- Web conférence : " Le genre dans les espaces publics : un enjeu de mixité ", ORIV, 23 novembre.

► Une société ambitieuse pour sa jeunesse

Construire une société porteuse d'une réelle ambition éducative induit l'activation de leviers multiples, impliquant tout aussi bien les acteur.rice.s de l'éducation dans ses différentes acceptions (scolaire, populaire...), que ceux de la parentalité et de la jeunesse. Coordonner, interroger les pratiques, médiatiser les « frottements » entre des univers professionnels différents constituent des enjeux clés pour développer les convergences en faveur de la jeunesse des territoires.

Accompagnement des Programmes de Réussite Éducative

Les groupes de travail animés par le Pôle ressources depuis la création des Programmes de Réussite Éducative constituent un espace d'échanges pour les professionnel.le.s, afin de croiser les expertises, questionnements et pratiques, dans une optique d'interconnaissance. Ils sont aussi l'occasion d'accueillir les "jeunes" professionnel.le.s qui prennent leurs fonctions, alors que les départs et arrivées au sein des équipes sont fréquents, impliquant de forts enjeux de professionnalisation.

Réseau des PRE du Val d'Oise

Le Pôle ressources poursuit l'animation du réseau réunissant les coordinateur.trice.s et référent.e.s de parcours des PRE du Val d'Oise, en lien avec la Préfecture du Val d'Oise. Cette année, 3 temps de travail ont été organisés et plusieurs thématiques abordées : le rôle et la place des PRE durant le confinement, l'appropriation d'un outil commun d'évaluation mis en place par la Préfecture de Région, les notions de « parcours » et d'« individualisation », le fonctionnement d'une équipe pluridisciplinaire de soutien. Les échanges entre acteur.trice.s ont dégagé des pistes de travail pour 2022, parmi lesquelles s'approprier l'évaluation ; questionner la place du PRE dans l'écosystème éducatif d'un territoire ; ou encore créer une culture commune sur un territoire.

mars à décembre
3 demi-journées
32 participations en cumulé

Réseau des PRE des Hauts-de-Seine

L'animation de ce réseau par le Pôle ressources demeure relativement récente (2020). En partenariat avec la Préfecture des Hauts-de-Seine, 3 rencontres ont eu lieu en 2021. Les objectifs assignés à ces rencontres étaient multiples : consolider l'interconnaissance entre acteur.rice.s des territoires concernés, questionner les pratiques et valoriser les expériences inspirantes. Plusieurs thématiques ont été abordées : l'évaluation, la continuité éducative, le maintien des liens avec les familles ou encore l'appropriation de l'outil d'évaluation développé par la Préfecture de Région.

mars à décembre
3 demi-journées
35 participations en cumulé

Pour l'année à venir, plusieurs pistes de travail ont émergé dont :

- La mobilisation des partenaires sur les EPS ;
- L'articulation entre PRE et autres dispositifs déployés sur le territoire.

Accompagnement du PRE de Sarcelles

En partenariat avec l'association AlterEgo et en lien avec la Préfecture du Val d'Oise, le Pôle ressources a animé deux temps de travail auprès du PRE de Sarcelles. Un premier temps a été dédié à un état des lieux portant sur les points forts du PRE et sur les manques à combler. À partir du regard des professionnel.le.s présent.e.s, un second temps a été proposé afin d'évaluer l'action réalisée à partir d'indicateurs objectifs. Cet accompagnement se poursuivra au cours de l'année 2022 et des partenaires du PRE (Éducation nationale, club de prévention...) s'agrègeront au groupe de travail à cette occasion, afin d'élargir le cercle de participant.e.s à la démarche et de questionner le fonctionnement du PRE en s'attachant aux coopérations éducatives de manière plus globale.

25 novembre et 9 décembre
2 demi-journées
19 participations en cumulé

Accompagnement du PRE de Pontoise

Le Pôle ressources a appuyé une démarche initiée par le PRE de Pontoise auprès de ses partenaires en animant un temps de travail portant sur le fonctionnement du PRE et les enjeux à relever dans le champ de l'éducation sur le territoire. Cette rencontre a mobilisé une quinzaine d'acteur.rice.s et a permis de cibler des pistes de travail à explorer collectivement telles que : coordonner d'avantage les actions, répreciser le cadre du PRE auprès du public ou encore faciliter le partage d'informations actualisées, utiles et nécessaires entre familles, PRE et partenaires.

19 octobre
1 demi-journée
17 participations

Accompagnement à la mise en œuvre des Cités éducatives

Le Pôle ressources s'est particulièrement investi dans l'appui aux démarches de cités éducatives, notamment en accompagnant le déploiement de la démarche sur de nouveaux territoires ou encore en animant des temps de travail ou des rencontres inter-acteur.trice.s sur des territoires labellisés depuis plus longtemps.

Animation d'un séminaire départemental dans le Val d'Oise

Le Pôle ressources a poursuivi l'animation d'un séminaire départemental auprès des trois cités éducatives labellisées depuis 2019, qui a donné lieu à une rencontre autour de l'évaluation de la démarche à partir de la mesure d'impacts convenus de manière collective. Des membres des troïkas des Cités éducatives de Sarcelles, Villiers-le-Bel et Garges-lès-Gonesse se sont réunis à cette occasion afin d'échanger entre eux et d'identifier des indicateurs permettant de faire état de l'atteinte d'objectifs ciblés en amont.

27 janvier et 2 février
2 demi-journées
21 participations en cumulé

En parallèle, le Pôle ressources a animé une rencontre réunissant les acteur.trice.s de nouveaux territoires pressentis pour être labellisés à court terme (Argenteuil, Goussainville et Cergy) afin de faciliter leur appropriation de la démarche. Les participant.e.s ont pu échanger entre eux.elles ainsi qu'avec des délégué.e.s du Préfet, à partir de leurs attentes mais également de leurs questionnements et des points qui demeuraient à clarifier.

Un appui au cœur des cités éducatives en place...

En 2021, le Pôle ressources a appuyé les travaux de nombreuses cités éducatives de l'Ouest francilien dans l'optique de contribuer aux réflexions des équipes projets mais également en intervenant sur des dimensions précises visant à renforcer les coopérations. À **Gennevilliers** (92), l'association a animé deux temps d'assises (un troisième étant prévu début 2022) qui ont permis aux différentes composantes de l'écosystème éducatif local de disposer d'un regard plus affiné sur les réalisations effectives liées à la dynamique en place, sur l'avancée des travaux menés dans les huit commissions thématiques dédiées et également de contribuer aux réflexions en termes de perspectives de travail ou d'actions à développer. Par ailleurs, le Pôle a coanimé six temps de travail dans le cadre du groupe thématique ayant trait à la participation des habitant.e.s. Les membres de ce groupe ont été invités à mener une réflexion de manière collective sur les formats dédiés à la participation des habitant.e.s, sur le développement de la capacité d'agir ou encore sur des méthodes visant à « aller vers » et à mobiliser le public pour le rendre acteur de la démarche. Ces travaux ont pour vocation de mobiliser des habitant.e.s et de leur permettre de s'inscrire dans la démarche coopérative engagée. À **Chanteloup-les-Vignes** (78), deux temps de travail ont réuni les acteur.trice.s en vue de structurer un cadre d'évaluation de la démarche à partir de l'identification d'objectifs à atteindre collectivement.

Enfin, à **Sarcelles** (95), le Pôle ressources a animé deux rencontres du comité technique qui ont rassemblé de nombreux acteur.trice.s du territoire, en vue de faire état des réalisations effectives de l'année passée et de se projeter sur les perspectives à venir.



PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE

28 septembre et 23 novembre
2 demi-journées
44 participations en cumulé

...Et un appui aux nouvelles cités éducatives

Le Pôle ressources a appuyé le déploiement de la démarche auprès des villes d'Argenteuil et Cergy dans le Val d'Oise, ainsi qu'auprès des villes de Villeneuve-la-Garenne et Nanterre dans les Hauts-de-Seine. A partir d'une méthode basée sur l'intelligence collective, les acteur.trice.s des territoires concernés ont été invité.e.s à faire part de leur niveau de connaissance relatif aux cités éducatives, de leurs attentes et des points à clarifier. En partant d'un état des lieux du territoire et en croisant les informations collectées lors des temps de rencontres inter-acteur.trice.s, un schéma répertoriant les enjeux et objectifs visés a pu être formalisé contribuant à la structuration du projet.

Journée départementale des cités éducatives des Yvelines

10 novembre
1 demi-journée
250 participations

Le Pôle ressources a appuyé la conception et l'animation de la 1ère journée départementale des cités éducatives des Yvelines organisée par la Préfecture des Yvelines et la Direction des services départementaux de l'Education nationale (DSDEN). Tenue à Mantes-la-Jolie au sein du nouveau collège innovant, la rencontre a réuni les troikas des 5 cités éducatives labélisées, des acteur.trice.s associatif.ve.s et des représentants des 4 villes candidates à la 3ème vague de labellisation.

La journée a permis de mettre en valeurs des actions déployées à Chanteloup-les-Vignes, Les Mureaux, Mantes-la-Jolie, Poissy et Trappes, de rappeler les enjeux du programme national des cités éducatives à travers la parole du Directeur général de l'enseignement scolaire, de présenter des acteur.trice.s associatif.ve.s ressources et d'échanger sous la forme d'ateliers autour de 4 thématiques : culture & sport, mentorat & tutorat, Citoyenneté, Parentalité. Ce temps a notamment permis de partager autour des démarches menées au sein des cités éducatives, de croiser les regards et de se donner des perspectives pour l'avenir. Le Pôle ressources, en lien avec les services de la Préfecture et de la DSDEN, publiera en 2022 les actes de cette journée départementale.

Appui à la formalisation du projet de service de Cergy

Le Pôle ressources a accompagné la démarche initiée par le service jeunesse de la ville de Cergy, visant à formaliser un nouveau projet de service. Deux rencontres qui ont rassemblé l'ensemble des agent.e.s composant le service jeunesse, ont été animées par le Pôle ressources.

Un premier temps a permis d'identifier les atouts et points forts de l'équipe, ainsi que les difficultés auxquelles cette dernière pouvait être confrontée. Elle a également permis de valoriser des réalisations effectives et de définir des enjeux auxquels le service jeunesse se devait de répondre.

A l'issue de ce premier temps, une seconde rencontre a eu lieu pour valider collectivement les défis à relever et convenir d'une ébauche de schéma d'actions. Les travaux ont nourri les échanges et capitalisations relatifs à la démarche.



Perspectives 2022

- Appui aux cités éducatives labélisées lors des 2e et 3e vagues (Cergy, Argenteuil, Poissy, Villeneuve-la-Garenne, Nanterre, Colombes),
- Animation du réseau des PRE des Yvelines,
- Déploiement du projet inter-CRPV franciliens ayant trait aux coopérations éducatives,
- Poursuite de l'animation du réseau des PRE du Val d'Oise et des Hauts-de-Seine,
- Poursuite de l'appui à l'équipe projet du PRE de Pontoise ; au PRE de Sarcelles,
- Poursuite de l'appui aux cités éducatives de Gennevilliers et Chanteloup-les-Vignes,
- Réalisation de fiches expériences portant sur des initiatives développées dans le cadre des cités éducatives.

SOUTENIR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TERRITORIAL ENDOGÈNE



Puisque l'essence même du développement local est de s'appuyer sur les ressources territoriales produites par et pour les habitant.e.s, les richesses créées et leur redistribution sont donc à apprivoiser par une focale renouvelée. Trois entrées ont ainsi été retenues : le développement économique territorial pour (re)donner du sens à l'économie dans l'action publique ; sens qui, soutenu et renforcé par l'innovation sociale et l'Économie sociale et solidaire, permet la coopération territoriale ; une solidarité locale qui assure la création et le maintien d'emplois de qualité au service notamment de celles et ceux qui en sont le plus éloigné.e.s.

En 2020, il a ainsi été question de coopérations, de transition écologique et de réduction des inégalités ainsi que d'insertion professionnelle.

Innovation sociale, Économie Sociale et Solidaire et coopérations territoriales

Appui-Accompagnement : Membre du comité d'appui technique DLA, porté par Initiative 95

Le Dispositif local d'accompagnement (DLA) est destiné à soutenir l'activité et l'emploi dans le secteur de l'ESS. En tant que membre du comité d'appui technique du DLA porté dans le Val d'Oise par Initiative 95, le Pôle ressources participe autant que possible aux comités menés dans l'année. Cette instance consultative est chargée d'émettre un avis technique sur les diagnostics effectués, le plan d'accompagnement et les actions d'appui préconisées. Les membres du comité (acteurs.rices associatif.ve.s, institutionnel.le.s, têtes de réseau...) affinent ces diagnostics et apportent un regard complémentaire sur l'accompagnement proposé.

janvier à décembre
10 demi-journées
Participations : NC

Appui-Accompagnement et membre du collectif Territoire French Impact de l'agglomération Roissy Pays de France

Fin février 2019, le Haut-commissariat à l'ESS et à l'Innovation sociale a labellisé 20 territoires "French impact" dont le territoire de Roissy Pays de France. Pour rappel, ce label soutient des territoires pour lesquels des synergies d'acteur.rices émergentes favorisent l'innovation sociale autour d'objets communs. Fort du dynamisme à l'œuvre en la matière au sein de l'agglomération depuis 10 ans, l'écosystème d'acteur.rices innovant de cette dernière a dessiné 3 défis stratégiques ambitieux pour les années à venir :

janvier à décembre
5 demi-journées
Participations : NC

- 1- Développer une stratégie territoriale de l'alimentation durable :** mise en place d'un schéma de gouvernance territoriale de l'innovation, développement d'une agriculture urbaine et durable ;
- 2 - Mobilité inclusive :** innover pour et avec les structures locales, accompagner au changement des comportements vis à vis de la mobilité et promouvoir les alternatives ;
- 3 - Économie circulaire, vers un écosystème plus vertueux :** promouvoir un réseau de ressourceries et développer une filière autour des déchets du BTP.

Le Pôle ressources est membre du Collectif lauréat en tant que « facilitateur d'innovation sociale » aux côtés de l'ADESS 95, la région Île-de-France et la Direccte UD 95. Les autres membres étant ceux de l'accompagnement à la création d'activité : Initiative 95, Avise 77, Créative et Omnicité.

Programme Emergence

Émergence est un programme qui accompagne des entrepreneur.e.s à fort impact social via des ateliers et des coachings sur 4 thématiques fortes : l'ancrage territorial, le modèle économique, la gouvernance, l'utilité sociale. Porté par l'association Initiative 95 sur le département du Val d'Oise, le programme Émergence met en relation les porteur.se.s de projet avec des financeurs, des partenaires et des acteur.rices présent.e.s des territoire, ainsi qu'avec d'autres

entrepreneur.e.s qui partagent les mêmes valeurs. Au cours de 9 mois, le programme Émergence accompagne de manière personnalisée des projets de création d'association, de coopératives, de structures d'insertion par l'activité économique et autres entreprises à impact social. Membre du jury de sélection des candidatures valoisienne, le Pôle ressources est intervenu au début et à la fin du programme.

Membre du jury de l'Appel à projet « Pour une économie solidaire 2021 - crise sanitaire »

Pour la deuxième année consécutive, la communauté d'agglomération Roissy Pays de France a lancé un appel à projet à destination des structures de l'ESS afin de soutenir la relance de l'activité, de participer au maintien des emplois locaux et de favoriser la création de nouveaux projets. Cet appel à projet vise à soutenir le rôle et les activités menées par les acteur.rice.s locaux au profit des habitant.e.s de l'agglomération. Sur 34 dossiers reçus, l'AAP ESS, doté d'une enveloppe de 100 000€, a permis de soutenir 12 structures de l'Économie sociale et solidaire : Alter Ego, Aurore, Autism'Action, Association En Marche, DK-Bel, Escale, ETRE (Ecole de la Transition Ecologique), Healthy Smoothies, Home Culture, Le centre social Les Doucettes, Mandalia, Réseau d'échanges et de restauration (RER).

Dans un contexte de crise sanitaire, cette enveloppe budgétaire visait notamment à :

- Lutter contre la dégradation de la trésorerie ;
- Aider à la création de 4 ETP ;
- Soutenir des démarches numériques ;
- Permettre de créer un nouveau dispositif de lutte contre la précarité alimentaire.

En tant que membre du collectif French Impact, le Pôle ressources a été membre du jury, aux côtés de la communauté d'agglomération Roissy Pays de France et d'autres partenaires de l'ESS (Initiative 95, l'ADESS 95, France Active Seine-et-Marne Essonne, Créative, Omnicité)

Lauréat de l'AMI Alim'Activ "Agir contre la précarité alimentaire par la coordination territoriale", porté par l'ANSA

En 2018, l'Agence Nouvelle des solidarités actives (ANSA) lance le projet Alim'Activ, ayant pour but d'établir un diagnostic de l'aide alimentaire sur plusieurs territoires d'Île-de-France. Dans la continuité, l'ANSA publie, en juillet 2019, une étude sur les pratiques inspirantes en matière de coordination de l'aide alimentaire. Puis, l'ANSA, grâce au soutien du Conseil régional d'Île-de-France, de l'ARS Île-de-France et de la DRIAAP, lance, en août 2020, une formation-action pour accompagner 8 territoires franciliens dans leurs démarches de coordination pour lutter contre la précarité alimentaire.

La Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France, en partenariat avec le Pôle ressources, a été lauréate de cet Appel à Manifestation d'Intérêt. Avec 7 autres binômes (CCAS/ville, Association, Département), le binôme territorial du 95/77 a pu suivre une formation-action gratuite pendant 6 mois, afin d'être accompagné dans la mise en place d'une instance de coordination au niveau local. Le binôme territorial a pu amorcer en 2020 et poursuivre en 2021 une coordination de la lutte contre la précarité alimentaire à l'échelle locale et mettre en application, sur le terrain, l'apport théorique et méthodologique apporté par les formations de l'ANSA (lancer une démarche de coordination, faire émerger des besoins et priorités partagés sur le territoire). Dans la pratique, le Pôle ressources et l'Agglomération Roissy Pays de France ont organisé en 2021 trois rencontres en visioconférence avec 5 à 6 CCAS concernés par la Politique de la ville (Villiers-le-Bel, Goussainville, Garges-lès-Gonesse, Villeparisis, Gonesse, et Fosses).

Leur objectif a été de favoriser un espace d'interconnaissance, de dialogue, de réflexion et de partage d'expériences. Le but a ainsi été d'amorcer, à l'aide d'un questionnaire adressé aux CCAS, la construction d'un état des lieux en matière d'aide alimentaire. Enfin, des premières pistes d'actions partagées ont été identifiées et devraient se concrétiser en 2022, tel un projet en lien avec l'association Aurore 95 autour du lancement d'une épicerie sociale mobile sur plusieurs villes de l'agglomération. Le binôme a également eu l'opportunité de partager les enjeux clés de sa coordination, lors de la rencontre de restitution de la formation-action Alim'activ. Dans le cadre de l'élaboration du PAT de l'agglomération Roissy Pays de France (label obtenu en 2021), un diagnostic territorial, en lien avec la précarité alimentaire, va également être effectué par un prestataire extérieur. Un espace d'échanges entre les CCAS pourrait certainement se poursuivre pour favoriser le partage d'expériences (notamment autour des épiceries sociales).

SOUTENIR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TERRITORIAL ENDOGÈNE

Appui-accompagnement - Groupe de travail : sensibilisation et transition alimentaire

Afin de poursuivre les échanges engagés lors des événements "De la Fourche à la Fourchette (Acte I et II)" et enrichir la programmation 2021 de la Graine à l'Assiette, l'agglomération Roissy Pays de France, en partenariat avec le Pôle ressources, a initié un groupe de travail afin de créer un espace de réflexion et d'échange autour de la transition alimentaire et de l'aide au changement de comportements alimentaires sur le territoire. Au cours de trois rencontres, des acteur.rice.s associatifs, de l'ESS, des agriculteur.rice.s, et des agents territoriaux (...) engagé.e.s sur ces questions, ont pu exprimer leurs envies et besoins autour de l'enjeu de l'alimentation durable. Ce groupe d'échange a aussi été l'opportunité de bénéficier de retours d'expériences inspirants, tel que celui de l'épicerie solidaire Ma P'tite Echoppe (92- Antony), du Défi Foyers à Alimentation Positive (GAB IDF) ou encore du projet de coconstruction de la coopérative d'acteurs nutrition de l'Est du Val d'Oise (ARS / Pôle ressources).

février à juin
3 demi-journées
30 participations en cumulé

Accompagnement du projet TZCLD Cergy

Dans le cadre du déploiement du projet TZCLD (Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée) à Cergy le Pôle ressources a participé à 6 reprises aux temps de travail de l'équipe projet dédiés à cette action. A cette occasion, le Pôle ressources a animé 2 ateliers : l'un portant sur la réalisation d'une flèche du temps interactive, afin de permettre aux membres de l'équipe projet de disposer d'une vue d'ensemble plus précise sur les différentes étapes, passées et à venir, jalonnant les réalisations visées (création d'entreprises à but d'emploi...) et l'autre portant sur l'évaluation de la démarche à partir d'indicateurs partagés. Ces 2 temps ont notamment permis aux membres de l'équipe projet, à partir d'ateliers participatifs, de formaliser un rétro-planning et de convenir de critères objectifs afin de mesurer l'avancée du projet.

10 juin et 8 juillet
2 demi-journées
27 participations en cumulé

Appui-accompagnement aux diagnostics territoriaux des villes de Vernouillet et Chanteloup-les-Vignes

Le Pôle ressources a accompagné les villes de Vernouillet et de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines) dans la réalisation d'un diagnostic portant sur la thématique « emploi ». La démarche a permis de réunir des acteur.trice.s œuvrant dans le champ de l'emploi issu.es de différentes institutions (Ville, Mission Locale, Pôle Emploi, Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise...) ou associations du territoire (AFPA, Equalis...), afin de recueillir les atouts et les manques dans ce domaine puis d'identifier des défis à relever collectivement en matière d'insertion professionnelle. Ce travail a permis d'alimenter le dossier de candidature à la labellisation « cité de l'emploi » conjoint entre les deux villes. Cette démarche participative a été étendue à deux autres champs à Sur Vernouillet : ce travail sur l'emploi a été complété par des temps consacrés à l'éducation et la prévention. Sous un format identique et à partir d'un état des lieux (atouts/manques sur le territoire) établi à partir de leurs regards croisés, les participant.e.s, ont été invité.e.s à traduire leurs intentions en enjeux auxquels répondre. Une restitution des travaux menés a été organisée en présence du Maire de la Commune et du Préfet délégué pour l'égalité des chances des Yvelines.

septembre à décembre
9 demi-journées
190 participations en cumulé

Préfiguration de la Régie de quartier de Villiers-le-Bel

Devant le fort potentiel de développement socio-économique, local et endogène, que comporte une régie de quartier, la ville de Villiers-le-Bel a engagé un travail collectif sur l'opportunité d'implanter une telle structure, en impliquant dans la réflexion les acteurs et actrices du territoire, dont le Pôle ressources. En effet, les régies de quartier permettent de porter sur des territoires en fragilités socioéconomiques un projet à l'échelle locale, entre insertion par l'activité économique, éducation populaire et économie solidaire. Ainsi, le groupe projet de Villiers-le-Bel, représentatif des différents acteurs et actrices du territoire, a été constitué, en compagnie du CNRLQ (Comité national de liaison des régies de quartier), pour définir le rôle, l'espace géographique, la gouvernance, les activités et le modèle économique de la future régie. Le projet a bénéficié d'une bonne implication des différentes parties prenantes (bailleurs, associations, technicien.ne.s et élu.e.s). En associant les habitant.e.s, cette structure aspire ainsi à répondre aux besoins du quartier, qu'il s'agisse de l'amélioration du cadre de vie (ou du développement d'activités d'utilité sociale).

Accompagner les coopérations dans le domaine de l'insertion socio-professionnelle

Le Pôle ressources travaille les questions relatives au développement économique et à l'emploi depuis plusieurs années, sous l'angle de l'ESS et de l'innovation sociale dans les quartiers, mais aussi de l'insertion professionnelle. Cette thématique a été plus fortement investie dès 2018 - et plus spécifiquement sous l'angle de la jeunesse - avec un rapprochement des missions locales du Val d'Oise et un appui dans le cadre du PRIJ. Le sujet a véritablement pris de l'ampleur, en termes d'ambition et de programmation en 2019, puis en 2020, avec une approche globale, sous l'angle de l'insertion sociale, professionnelle et citoyenne des jeunes.

Séminaire des élu.e.s : insertion des jeunes - Quelle action publique pour répondre aux enjeux socioprofessionnels des jeunes des quartiers populaires ?

30 novembre
1 demi-journée
26 participations

Dans le cadre du cycle de séminaires en direction des élu.e.s de l'ouest francilien, le Pôle ressources a organisé une rencontre portant sur les questions d'insertion jeunesse. Cette rencontre visait notamment à questionner l'appropriation des dispositifs existants par les jeunes les plus éloigné.e.s de l'emploi. Anne Brunner, directrice d'études à l'Observatoire des inégalités a pu apporter un éclairage sur la situation des jeunes habitant en QPV et sur les difficultés rencontrées par ces derniers, en particulier dans le champ de l'insertion socio-professionnelle. David Potrel, directeur de la Mission Locale de la Vallée de Montmorency a de son côté, dressé un état des lieux des moyens à disposition des professionnel.le.s en charge de l'insertion des jeunes, en évoquant les difficultés pour ces dernier.ère.s à s'emparer des demandes des usagers et à se détacher des dispositifs au profit des vœux exprimés par le public accompagné. Enfin, Véronique Bordes est revenue sur la construction et l'évolution d'une image de la jeunesse au travers de quelques dates historiques. Après avoir questionné l'impact des discours politiques tenus autour de la jeunesse, elle a interrogé la place de la jeunesse dans notre société.

Avec : Anne BRUNNER, directrice d'études à l'Observatoire des inégalités ; David POTREL, directeur de la Mission Locale de la Vallée de Montmorency ; Véronique BORDES, professeure en Sciences de l'Éducation à l'Université Jean Jaurès de Toulouse.

Rencontre des acteur.rice.s de l'ouest francilien : des coopérations au service de l'insertion sociale, professionnelle et citoyenne de la jeunesse

30 mars
1 demi-journée
72 participations

Cette rencontre est intervenue dans le cadre d'un cycle de qualification sur l'insertion jeunesse, initié par le Pôle ressources depuis 2019. Cette rencontre avait pour ambition de permettre l'échange, la mise en réseau, le partage d'expériences entre acteur.trice.s de l'insertion jeunesse des 3 départements de l'ouest francilien, de mettre en avant les intérêts et prérequis des coopérations éducatives et de donner à voir des expériences et démarches inspirantes dans ce domaine. Les participant.e.s ont pu échanger entre eux.elles, à partir des expériences inspirantes partagées à cette occasion : le déploiement du Plan Régional d'Insertion (PRIJ) pour la Jeunesse à Villiers-le-Bel, l'animation des cités éducatives dans les Hauts-de-Seine, la mise en place d'un groupe de travail dédié à l'insertion socio-professionnelle de la jeunesse à Taverny ou encore le projet Connexion Jeunes à Cergy-Pontoise. En amont de ces présentations, la Fonda, association qui accompagne le développement du monde associatif, a partagé un guide des bonnes pratiques et ciblé des points de vigilance en matière de coopération.

Avec : Karim AÏT-SAADI, coordinateur du PRIJ pour la ville de Villiers-le-Bel ; Sylvain GODOC, chargé de projet Mission Locale Est Val d'Oise ; Benjamin DULUC, chef de projet opérationnel des cités éducatives des Hauts-de-Seine pour l'Education Nationale ; Christelle BRONCHART, coordinatrice du groupe de travail et responsable du service Politique de la ville à Taverny ; Kareen RAOULX, directrice de la Mission Locale de Taverny, Léa BONNET, référente de parcours mobile dans le cadre du projet Connexion Jeunes de la Mission Locale AVEC et de la Sauvegarde 95.

SOUTENIR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TERRITORIAL ENDOGÈNE

Atelier auprès d'acteur.rice.s de l'insertion : entendre la parole des jeunes vulnérables sur l'orientation et l'emploi

20 avril
1 demi-journée
16 participations

Suite à la réalisation d'un support vidéo en lien avec les associations Powa et Espoir et Création, ainsi qu'avec la Mission Locale Vallée de Montmorency, un atelier a été animé par le Pôle ressources afin de proposer à des acteur.rice.s de l'insertion jeunesse du Val d'Oise de partager leurs expériences, d'interroger leurs pratiques et la manière d'accueillir les requêtes du public accompagné. Comment accompagner les projets des jeunes à partir des projections verbalisées par ces derniers ? Cet atelier a donné lieu à de nombreux échanges et a permis d'identifier des limites à leur action. Le support vidéo a permis d'entendre la voix de jeunes accompagnés par la Mission Locale Vallée de Montmorency et de mesurer les attentes de ces derniers en matière d'appui à leurs demandes d'insertion.

Avec : Mission Locale Vallée de Montmorency ; association Powa ; association Espoir et Création.

Perspectives 2022

- Poursuite des travaux menés en lien avec la Fédération des Centres Sociaux du Val d'Oise et le Centre Information Jeunesse du Val d'Oise avec le groupe de travail jeunesse,
- Un séminaire en direction des élu.e.s autour de l'engagement des jeunes,
- Poursuite de l'animation du réseau des acteur.rice.s du PRJ des Hauts-de-Seine.

Participation à des formations ou des réunions locales, régionales, nationales

- Participation au groupe de travail Schéma départemental de services aux familles- groupe jeunesse piloté par la CAF du Val d'Oise,
- Formation intitulée « les jeunes face aux inégalités » animée par l'Observatoire des inégalités,
- Rencontre départementale intitulée « la place des jeunes dans les politiques jeunesse » organisée par la Fédération des Centres Sociaux des Yvelines,
- Rencontre départementale des acteur.rice.s du PRJ organisée par la Préfecture des Hauts-de-Seine.

» Cycle « transition écologique et quartiers populaires »

Dans les quartiers populaires, les enjeux environnementaux ont longtemps été envisagés exclusivement sous l'angle des inégalités sociales d'exposition aux pollutions et nuisances. Depuis quelques années, un foisonnement d'initiatives locales de transition socioécologique a permis d'envisager, de façon plus large et positive, la composante environnementale de la Politique de la ville comme un véritable levier de développement social et économique. Ainsi, la loi Lamy de 2014 ne promouvait pas seulement « le droit à un environnement sain et de qualité » et « la lutte contre la précarité énergétique », mais plus largement « la ville durable ». En s'appuyant sur les ressources locales et populaires, cette ville durable pourrait ainsi répondre aux défis actuels de transition socioenvironnementale qui impactent les quartiers populaires. C'est pourquoi, en 2021, le Pôle ressources poursuit l'animation du cycle de qualification « Transition écologique et quartiers populaires », élaboré dès second semestre 2020. Celui-ci vise à mettre en lumière les enjeux liés aux inégalités environnementales et à valoriser des initiatives locales inspirantes, relevant notamment de l'ESS, sur les territoires de l'ouest francilien, ou plus largement en Île-de-France. Le Pôle ressources a ainsi organisé une journée dédiée aux mobilités durables, et deux demi-journées consacrées à l'alimentation durable.

Mobilités populaires et durables en quartier de la Politique de la ville

Sans opposer l'urgence climatique à d'autres priorités (comme l'accès à l'emploi), la rencontre thématique « Mobilités durables : des enjeux socioécologiques aux perspectives locales » s'est donnée trois ambitions, se réclamant plus largement de la justice sociale et environnementale. D'abord, d'établir un éclairage sur les enjeux socioéconomiques et écologiques liés aux mobilités des classes po-

3 février
1 journée
40 participations

pulaires. Ensuite, de mettre en valeur des initiatives et projets locaux portant l'ambition de favoriser l'accès aux mobilités durables pour les habitant.e.s des quartiers populaires et/ou les personnes précaires (ou encore s'appuyant sur les mobilités durables comme levier de développement social et économique). Et pour finir, de définir collectivement des perspectives de développement social, économique et écologique autour des mobilités durables et populaires (au moyen d'un atelier prospectif coanimé avec le cabinet Chronos). Cette rencontre thématique a fait l'objet d'une restitution écrite, en coopération avec l'agence Kaki, signant une nouvelle ligne de communication éditoriale pour le Pôle ressources.



Les actes de la journée sont disponibles (voir page 14).

Avec : Adrien CALVEZ, Carton Plein ; Jean-Charles CHIBON, La Sauvegarde ; Clément DUSONG Université Gustave Eiffel ; Caroline GALLEZ, Université Gustave Eiffel ; Alexia ROUSSEL (Ville d'Argenteuil) ; Élodie SEA, TICE.

Comment assurer l'accès pour tous.tes à une alimentation durable et de qualité ?

18 et 20 Mai
2 demi-journées
60 participations en cumulé

Le Pôle ressources a organisé, dans le cadre du cycle « Transition écologique et quartiers populaires », une troisième rencontre consacrée à l'alimentation durable et de qualité.

En Île-de-France, l'accès pour les habitant.e.s des quartiers populaires à une alimentation durable, plus saine et de qualité demeure complexe, alors même qu'ils sont plus qu'ailleurs confrontés à des problématiques d'obésité, de diabète ou d'hypertension. L'éloignement physique d'une offre de meilleure qualité, la surreprésentation des fast-food, des problématiques financières ou socioculturelles contribuent à expliquer cet état de fait. Ces difficultés d'accès se sont par ailleurs accrues avec la crise sanitaire, sociale et économique en cours, même si l'aide alimentaire a pu jouer un rôle important dans différents territoires. Comment assurer l'accès pour toutes et tous à une alimentation durable ? Comment concilier les enjeux socioculturels, économiques et sanitaires des classes populaires avec les conditions environnementales nécessaires à l'alimentation durable ? En s'appuyant par exemple sur la capacité fédératrice de l'alimentation, des initiatives locales inspirantes, issues du monde associatif ou d'instances publiques, portent l'ambition de favoriser l'accès à une alimentation plus locale, plus saine ou gustative, en particulier à travers des pratiques pédagogiques parfois au nom de la justice alimentaire, qui impliquent, autant que possible, la participation des habitant.e.s. Afin de nourrir les réflexions autour des enjeux de l'alimentation durable, la rencontre s'est donnée comme objectifs de :

- donner un éclairage sur les différentes formes d'accessibilité (financières, sociales, etc...) à une alimentation durable dans les quartiers populaires,
- apporter des éléments de compréhensions sur des démarches pédagogiques en matière d'alimentation durable,
- présenter des initiatives et projets locaux portant l'ambition de favoriser l'accès à l'alimentation durable, pour et avec les habitants des quartiers populaires et/ou les personnes précaires,
- identifier, à l'aide d'une méthode prospective, des pistes pour une meilleure appropriation par les habitant.e.s d'une offre locale d'alimentation durable (au moyen d'un atelier coanimé avec le cabinet Chronos et la contribution du café-restaurant 19:59 de Garges-lès-Gonesse).

Avec : Marc ALPHANDERY et Dominique PICARD, membres du Labo de l'ESS ; Mélanie ANTIN, chargée de mission à la Sauvegarde 95 ; Marine CORINTHE, chargée de mission innovation sociale, Agglomération Roissy Pays de France ; Clairane DESRAYAUD, responsable du Café-Restau 19.59 ; Elise GARCIA, membre du collectif La Lanterne ; Isabelle ISTOIANOFF-NENOFF, coordinatrice projets citoyens, Régie de quartier Nanterre ; Simon LE GUILLOU et Anastasia TYMEN, consultants à CHRONOS ; Sophie LOCHET, responsable de projet à L'ANSA ; Alexandra PECH, doctorante en géographie à l'ENS de Lyon/École urbaine de Lyon ; Manon SIRISOUK, chargée de mission à L'ANSA.

Perspectives 2022

- Organisation de rencontres thématiques sur l'économie circulaire et la précarité énergétique,
- Lancement d'un nouveau partenariat avec le mouvement Colibris.

Participation à des formations ou des réunions locales, régionales, nationales

- Participation aux comités de pilotage "les gens qui sèment" (collectif la Lanterne) au projet de marchés solidaires de la Sauvegarde 95,
- Participation à une rencontre sur la pauvreté et l'écologie, ATD Quart Monde, septembre,
- Atelier Fresque de l'économie circulaire, septembre,
- Accompagner une transition écologique et sociale, journée, carrefour des métiers (UNADEL), 26 novembre.



PORTER L'EXPRESSION DES QUARTIERS POPULAIRES



L'imaginaire entourant les quartiers populaires est largement négatif, se nourrissant de discours simplistes, de reportages chocs, d'appellations maladroites « zones urbaines sensibles » mais aussi d'éléments objectifs (délinquance, concentration des difficultés...). Cette image impacte les habitant.e.s (stigmates, discriminations), renforce les logiques de ségrégation et tend à décourager les acteur.rice.s locaux. Transformer ce regard en le rendant plus juste constitue dès lors un impératif. Cela passe par un travail en « dedans », - c'est le quotidien de la Politique de la ville -, et vers le « dehors » en donnant à voir les forces et fiertés de ces quartiers (réseaux de solidarité, créativité, dynamisme de la jeunesse) tout en soutenant la parole et l'expression d'habitant.e.s trop souvent mis de côté.

► Recueil et valorisation de la parole des habitant.e.s des quartiers populaires

Depuis 2011, le Pôle ressources et la fédération des centres sociaux du Val d'Oise sont engagés dans une démarche nationale - portée par leurs réseaux respectifs - de recueil et de valorisation de paroles d'habitant.e.s des quartiers populaires. La démarche, basée sur la construction d'une parole collective, vise à positionner les habitant.e.s des quartiers comme coconstructeurs de politiques adaptées à leurs besoins, interpeller les pouvoirs publics sur les situations vécues dans les quartiers, les inciter à les prendre en compte dans l'élaboration de leur politique et promouvoir le dialogue entre les élu.e.s, les décideur.seuse.s publics, les professionnel.le.s et les habitant.e.s. Après 4 rapports : "On voudrait entendre crier toutes les voix de nos cités" en 2012 ; "Ils ne savent pas ce qu'on pense" en 2014 "Tisser la confiance" en 2016, et "Il y a eu une cassure quelque part...", et maintenant, on fait quoi ?" en 2018, le 5ème opus est revenu sur les bases du premier, visant à recueillir un regard global des habitant.e.s sur leur vécu et la situation de leurs quartiers. Près d'une quarantaine de territoires ont participé à la démarche - avec, pour le Val d'Oise, les territoires de **Goussainville** (Centre social Empreinte) et **Garges-lès-Gonesse** (Centre social le Plein midi).



Parution du 5ème rapport biennal de recueil de la parole des habitant.e.s et restitution nationale de la démarche

La publication du 5ème rapport Parole d'habitant.e.s de quartiers populaires, intitulé "Des habitant.e.s comme les autres ?", a été l'occasion pour une centaine d'habitant.e.s et de professionnel.le.s de centres sociaux en quartier Politique de la ville et de centres de ressources Politique de la ville de se réunir à Paris, au Palais de la Femme, en septembre dernier.

Près d'une centaine de participant.e.s ont pu échanger au sein d'ateliers, ainsi que d'une table ronde - composée de professionnel.le.s de la politique de la ville (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, Union sociale pour l'Habitat, Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, Question de Ville et la FCSF. Ce temps a permis aux habitant.e.s de témoigner sur les réalités qu'ils.elles vivent au quotidien dans leurs quartiers.

L'après-midi était consacrée à la Politique de la ville de demain. Les contrats de ville actuels prenant fin en 2022, les participant.e.s se sont interrogé.e.s collectivement sur la place et la contribution des centres sociaux et des habitant.e.s dans le renouvellement des politiques publiques dans les quartiers populaires.

10 septembre
1 journée
une centaine de participations

► Revaloriser le patrimoine des quartiers populaires et la mémoire des habitant.e.s

Plus de 60 ans après la période de construction massive des grands ensembles, l'image des quartiers populaires n'a fait que se détériorer. En effet, les quartiers de grands ensembles souffrent aujourd'hui de mauvaises représentations (gigantisme, criminogène...), de sorte qu'ils peuvent provoquer des sentiments de rejet important. Ils suscitaient pourtant, à l'origine, de l'admiration et de la fierté, au point de figurer par exemple sur des cartes postales datant des années 1950-1960, comme des symboles de modernité. Pour remédier à ces représentations négatives, l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) s'est donnée l'objectif, au début des années 2000, de transformer l'image des « quartiers ». Au-delà des enjeux d'amélioration du cadre de vie et de « mixité sociale », la rénovation urbaine a remis en exergue le patrimoine des quartiers populaires et la mémoire des habitant.e.s. En effet, elle fait ressortir les enjeux socioculturels du patrimoine architectural des quartiers populaires, de leurs héritages, et leurs vécus.

Comme l'atteste, selon son article premier, la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (loi Lamy 2014), la Politique de la ville vise entre autres à « reconnaître et à valoriser l'histoire, le patrimoine et la mémoire des quartiers ». Dans le même sens, le règlement général de l'ANRU relatif au NPRNU (Nouveau programme national de renouvellement urbain) stipule que « la mise en place d'un travail spécifique de documentation de l'histoire du quartier et de valorisation de la mémoire des habitants est indispensable pour l'appropriation de ces projets par ces derniers ».

Cela faisant suite aux contestations importantes des habitant.e.s des quartiers populaires, jeunes et seniors, qui expriment parfois le sentiment de subir les projets de renouvellement urbain, notamment lorsqu'ils prévoient la destruction totale des édifices. Ce mouvement est également poussé par des historiens de l'architecture, des architectes ou urbanistes, qui reconnaissent un intérêt architectural ou technique dans les édifices des Trente Glorieuses ; il s'agit d'un mouvement de patrimonialisation des grands ensembles qui entend œuvrer à la sauvegarde des réalisations passées et à la promotion historique des conceptions culturelles ou intellectuelles d'hier.

Ainsi, des initiatives socioculturelles en matière de patrimoine local, d'architecture et d'urbanisme, se développent avec les habitant.e.s des quartiers de la Politique de la ville, parfois en lien avec les trajectoires ouvrières et migratoires singulières des populations, ou encore les classements patrimoniaux et labellisations reconnus (Label « Patrimoine du XXe siècle »), qui sont autant de ressources culturelles qui foisonnent dans ces territoires, créant des connexions entre le monde de la culture et l'univers du développement social et urbain. Ainsi, les ressources matérielles ou immatérielles présentes dans les territoires populaires constituent un véritable levier de développement qui peuvent contribuer à l'amélioration de l'image des quartiers, en permettant de favoriser la cohésion sociale, la participation locale, l'éducation populaire ou encore le cadre de vie. C'est pourquoi le Pôle ressources a proposé un cycle de réflexion et de qualification sur le patrimoine des quartiers populaires et la mémoire des habitant.e.s.

Se réapproprier son quartier : patrimoine et mémoire des habitant.e.s

Les initiatives socioculturelles en matière de patrimoine local, d'architecture et d'urbanisme, peuvent-elles permettre aux habitant.e.s de se réapproprier leur quartier ? C'est l'une de ces questions que pose le 1er séminaire thématique « Patrimoine et mémoire des habitant.e.s » proposé par le Pôle ressources. En interrogeant l'image des quartiers de grands ensembles, en partageant l'expérience de la rénovation urbaine, et en donnant à voir des initiatives socioculturelles impliquant des habitant.e.s, ce séminaire thématique porte plus largement une réflexion sur la place des enjeux patrimoniaux dans l'action sociale et urbaine.

Avec : Safa BEJAOUI et Soraya SOUALHI, Ville de Gennevilliers ; Raphaële BERTHO, Université de Tours ; Marie-Christine DURIEZ, CAUE 92 ; Virginie LIONS, Association Métropop'! ; Charlotte LUTHRINGER, CAUE 95 ; Antoine SOULIER-THOMAZEAU, Ville de Montreuil.



Perspectives 2022

- Participation à la démarche du 6ème rapport biennal,
- Poursuivre le Cycle « Patrimoine des quartiers populaires et mémoires des habitants »,
- Engager un travail partenarial avec le CAUE 95.

Pôle Ressources

Ville et développement social

Contact :

Pôle ressources ville et développement social

39 rue des Bussys, 95600 Eaubonne

01.34.05.17.17

www.lepoleressources.fr